

L'Unité

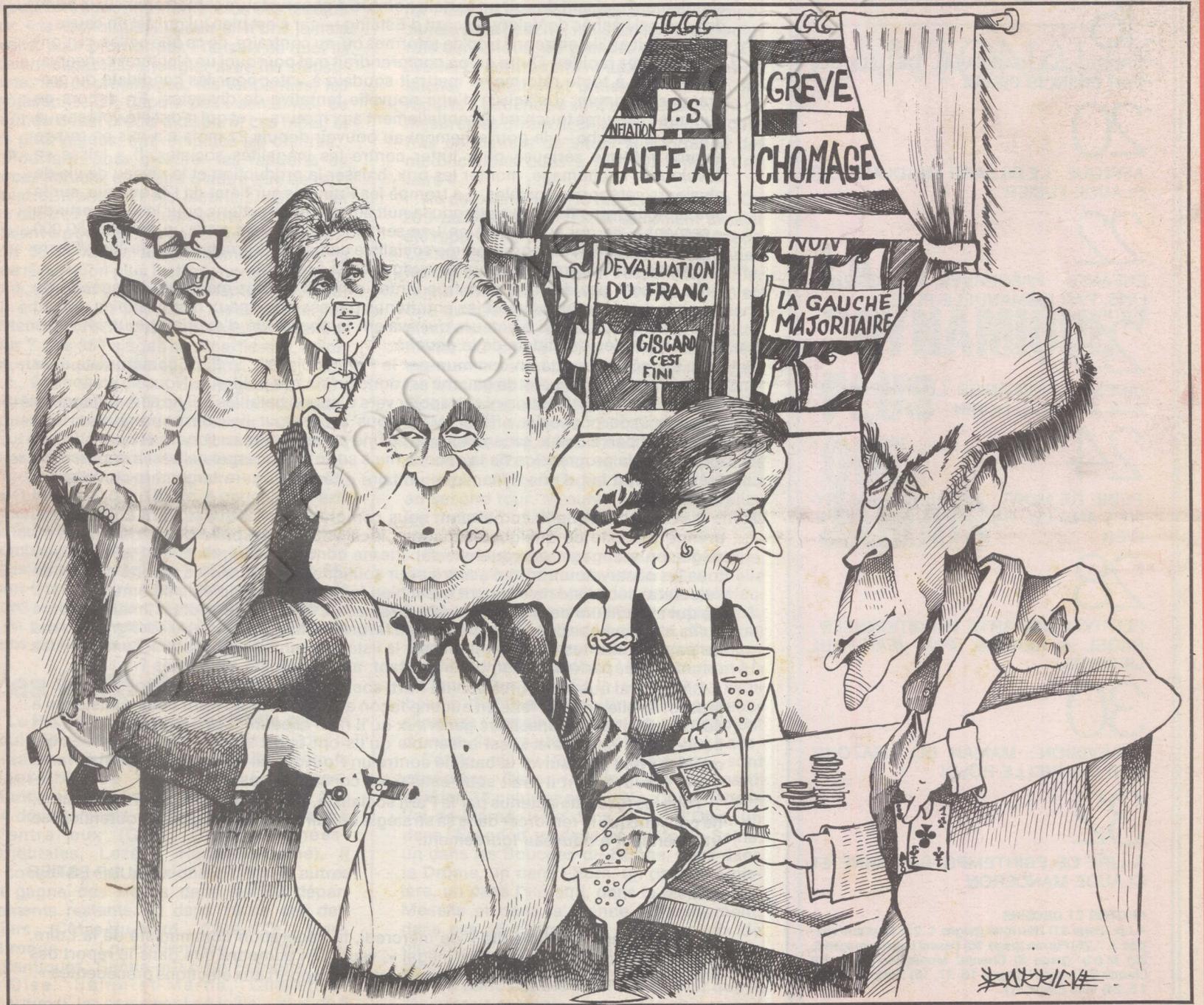
N° 197 — 4 F

L'hebdomadaire du Parti socialiste

19 au 25 mars 1976

Brésil:
Le
carnaval
de
l'oubli

GAUCHE: LA « DYNAMIQUE » PLUS QUE JAMAIS



3

SPECIAL CANTONALES

9

DIPAPACÉ QUOI : LE FRANC FLOTTANT, PAR PIEM

10

MESURES SOCIALES : UNE LONGUE LISTE... D'ATTENTE, PAR MICHELE BACKMANN

11

CHAUSSURE : CUIR BRUT CONTRE PEAU DE SERPENT... MONETAIRE, PAR CHRISTINE COTTIN

12

FRANC : LA FIN DES ILLUSIONS, PAR JACQUES DELORS

16

BRESIL : LE CARNAVAL DE L'OUBLI, PAR FRANCIS PISANI

20

AFRIQUE : LE BILLARD ANGOLAIS, PAR CLAUDE FUZIER

22

ENFANTS : PRÉSERVÉS, PAS ORPHELINS, PAR EMMANUELE PLAS

23

CINEMA : TAVERNIER LE POLEMISTE, PAR JEAN-LUC DOUIN

24

PEINE DE MORT : ASSASSINS ANONYMES AND Co, PAR JEAN-LOUP REVERIER

28

FESTIVAL DES ARTS TRADITIONNELS : BABEL A RENNES, PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

30

TELEVISION : MAMAN OU AMAZONE, PAR GABRIELLE ROLIN

32

A LIRE CE PRINTEMPS, PAR ANNE ET CLAUDE MANCERON

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (page 21) Barrigue (pages 1, 23) Coureuil (pages 3, 7, 25) Ferran (page 30) Pascal Lebrun (pages 5, 22) M.p.b. (page 8) Chantal Montellier (page 10) Claude Sauvageot (pages 16, 17, 18) Solo (pages 5, 13, 24) Viva (page 21).

Gagner ensemble, poursuivre ensemble

Après avoir encore tenté dimanche d'en minimiser l'importance, les dirigeants de la « majorité présidentielle » semblent prendre peu à peu conscience de l'étendue et de la portée de l'échec qu'ils ont subi aux élections cantonales et qui s'est concrétisé mercredi par la conquête par la gauche de 15 nouvelles présidences de Conseils généraux. On assiste dans les partis au pouvoir à un branle-bas de combat — pour le moins tardif — on parle de réorganisation, on réembauche officiellement à Maignon un homme qui s'est illustré naguère, auprès de Georges Pompidou, par ses conceptions autoritaires du pouvoir, l'U.d.r. tente de dégager ses responsabilités en affirmant qu'elle seule est en mesure « de s'attaquer aux vrais problèmes » — comme si le Premier ministre n'était pas l'un des siens ! — les « réformateurs » se demandent si Jean Lecanuet ne les a pas entraînés dans un marché de dupes en ralliant le camp giscardien alors qu'une grande partie de l'électorat centriste préfère de toute évidence rejoindre la gauche.

Ce sont là les affaires de la droite et c'est évidemment à elle de les régler. Il est simplement plaisant de voir un certain nombre d'observateurs s'interroger sur le point de savoir si l'échec de Valéry Giscard d'Estaing — car c'est bien lui qui est en cause — vient du fait qu'il a entrepris trop de réformes ou, au contraire, de ce que celles-ci n'ont pas été assez rapides. Outre qu'on comprendrait mal pourquoi un électorat conservateur hostile à toute réforme se mettrait soudain à voter pour les candidats du programme commun, il s'agit là d'une nouvelle tentative de diversion. En dehors de quelques mesures touchant essentiellement aux mœurs — et qui n'ont été votées que grâce à la gauche — le gouvernement au pouvoir depuis 21 mois n'a mis en œuvre aucune réforme sérieuse pour lutter contre les inégalités sociales. Il a laissé se développer le chômage, monter les prix, baisser la production et le niveau de vie de plusieurs catégories sociales. Il a trompé les Français sur l'état de l'économie, sur la situation du franc dont on a attendu la nuit suivant les élections pour le faire sortir du « serpent », ce qui aura coûté en une semaine l'équivalent pour un an des 150.000 emplois publics dont le programme socialiste demande la création et que Jean-Pierre Fourcade prétend ruineux pour le budget de la France !

Ce ne sont pas des réformes trop lentes ou trop rapides mais bien la légèreté du pouvoir actuel et les mensonges entretenus par ses principaux responsables qui ont amené la majorité des électeurs qui avaient la possibilité d'exprimer leur avis à se tourner vers les candidats de la gauche.

Le succès remporté en commun par le Parti socialiste, le Parti communiste et le Mouvement des radicaux de gauche est donc un succès politique. Nous ne voulons ni en exagérer la signification ni extrapoler vers d'autres batailles qui ne seront gagnées qu'au prix de nouveaux efforts. Mais nous avons tout lieu de nous réjouir. Non seulement parce que le second tour, avec une participation au scrutin encore accrue, a confirmé la progression de la gauche mais surtout parce que celle-ci a dépassé les prévisions du fait d'une dynamique unitaire que le P.s. aura largement contribué à développer.

A ce sujet, disons-le en passant, nous comprenons mal que le Parti communiste prenne prétexte de quelques situations locales qui l'ont privé d'une quinzaine de sièges pour engager une querelle subalterne contre les dirigeants du P.s. alors que tous les observateurs sont d'accord pour souligner que jamais les reports de voix de l'électorat socialiste ne s'étaient aussi bien faits vers les candidats communistes (1). Ce qui a d'ailleurs permis à plusieurs dizaines de ceux-ci d'être élus dimanche alors qu'ils n'étaient pas donnés en ballottage favorable, ainsi que nous le soulignons dans les pages suivantes. Faudrait-il dresser la liste des cantons où des voix communistes ont manqué, parfois en nombre important, aux candidats socialistes ?

S'il est vrai que la progression du Parti socialiste — en voix et en sièges — a été la plus forte, elle ne s'est faite en aucune façon au détriment du Parti communiste qui a désormais plus de conseillers généraux qu'il n'en espérait. Les partis de gauche ont donc gagné ensemble. C'est ensemble qu'ils ont battu la droite et c'est ensemble qu'ils doivent poursuivre la bataille contre un Pouvoir qui sort sérieusement ébranlé d'une épreuve dont il avait sous-estimé les conséquences.

Tous les résultats obtenus par le Parti socialiste, devenu le premier parti de France, ne peuvent que le renforcer dans sa stratégie unitaire. Tous ceux qui en douteraient se tromperaient à nouveau lourdement.

CLAUDE ESTIER

(1) Même dans « l'Humanité » de mercredi, la Fédération communiste de la Loire, tout en parlant d'« engagement inégal », veut bien admettre que dans le report des voix vers les candidats du P.c. « il y a progrès par rapport aux élections précédentes ».



CANTONALES

LA
"DYNAMIQUE"
PLUS
QUE
JAMAIS

« Nous en aurons 390 de plus ». Samedi dernier, lisant la presse et les statistiques de Michel Poniatowski, de nombreux militants de gauche en étaient arrivés à ce résultat : arithmétiquement, dans les 935 cantons de l'hexagone où un deuxième tour était nécessaire, la gauche était majoritaire dans 390. Ces militants ont eu tort. Prudents, ils en étaient restés au total arithmétique. Or, dimanche soir, ils ont pu s'exclamer : « Nous en avons 620 de plus ». Ce que l'on appelle la « dynamique unitaire » était passé par là.

Les chiffres ont un destin étrange. La « majorité », qui ne l'est plus, a construit la réputation d'un bon nombre de ses leaders sur « la technique ». Ceux-ci n'ont jamais hésité, pour prouver aux Français de quoi ils étaient capables, à jongler avec les statistiques, les pourcentages, les tendances, les projections. Or, depuis deux semaines, ce goût du détail précis a disparu. Les mots, et les plus vagues, ont remplacé les chiffres.

Pourtant, pour mesurer les rapports de forces actuels, que faire d'autre que de rappeler et d'analyser les résultats, de manier les chiffres ? Dans l'hexagone, 1 801 sièges étaient à pourvoir. La gauche en enlève 961, soit 53,35 %. En bonne démocratie, avec une répartition plus juste du nombre de cantons, un découpage plus adapté, elle aurait dû en avoir un peu plus : n'avait-elle pas obtenu 56,33 % des suffrages au premier tour ? Ces 961 sièges se répartissent, selon les statistiques officielles, ainsi : P.s., 520 ; P.c., 249 ; M.r.g., 84 ; divers gauche, 100 ; extrême gauche, 8. Toujours selon les statistiques du ministère de l'Intérieur — et là on peut le croire — toutes les formations politiques de droite perdent des sièges. L'U.d.r. — à tout seigneur tout honneur — en perd 48, les R.i. 36, le C.d.p. 12, etc. A gauche, le Parti socialiste et le P.c.f. augmentent le nombre de leurs élus (voir en page 6). Le P.s. voit le nombre de siens croître de 194 — plus de deux cents en réalité — et le P.c.f. de 75. Faut-il poursuivre, parler des présidences de Conseils généraux qui passent à gauche ? Il y en a 15. De l'apparition d'élus de gauche dans de nouveaux départements ?

Les fruits du « travail »

Le P.s., pour sa part, n'a pas d'élus dans un seul département : la Haute-Marne. Pour la première fois, il apparaît dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, le Val-d'Oise, les Alpes-Maritimes. Ailleurs, sa force est diverse. Sur 94 départements, il perd des sièges dans 5 d'entre eux (Cher, Gard, Pyrénées-Orientales, Lozère, Hauts-de-Seine), il « consolide ses positions » dans 6 autres et gagne des sièges dans les 83 départements restants. Et dans 10 de ces derniers (Côtes-du-Nord, Côte-d'Or, Gers, Gironde, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Saône-et-Loire, Essonne, Val-d'Oise, Seine-et-Marne, Charente-Maritime), les gains sont de taille : plus de 5

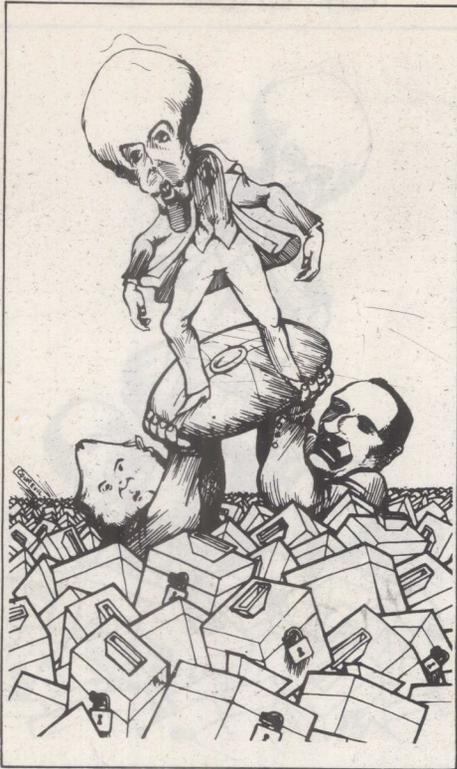
dans chacun d'entre eux. On trouve, dans le lot, des départements à « vieille implantation socialiste », comme le Pas-de-Calais ; des départements, tels ceux du Sud-Ouest, qui furent laïques, républicains et votèrent durant des décennies pour feu le Parti radical ; puis d'autres, tels la Côte-d'Or (plus 7), la Saône-et-Loire (plus 6) et les Côtes-du-Nord (plus 6) où une nouvelle génération de socialistes a fait son apparition, a su s'implanter, et recueillir en fort peu de temps les fruits du « travail » accompli (voir page 8).

Mais, comme pour tout deuxième tour, l'essentiel du vote de dimanche réside dans les « reports ». Car il ne s'agit plus de mesurer l'impact et la force des diverses composantes de la gauche, mais, ensemble, électors confondus, de prendre des sièges à la droite. Et contrairement aux affirmations de Michel Poniatowski dimanche dernier, les reports à gauche se sont bien faits. Avant de mesurer les divers décalages, quelques chiffres permettent de situer l'importance des modifications dues à la « dynamique unitaire ».

Au deuxième tour, le P.s. a eu 358 élus. Or, 203 ballottages favorables seulement avaient été répertoriés par le ministère de l'Intérieur. Certes, quelques — très rares — triangulaires ont eu lieu. Mais, pour l'essentiel, la différence entre les « prévus » et les élus n'est due qu'à la dynamique unitaire. Les exemples foisonnent et rares sont les départements où une élection difficile arithmétiquement ne s'est pas trouvée possible dans les faits. Mais le P.s. n'a pas été le seul bénéficiaire de cet élan. A la veille du second tour, le P.c. était crédité de 126 ballottages favorables. Dimanche, 168 conseillers communistes ont été élus. Et il en est de même pour les radicaux : 27 ballottages favorables, 40 élus au second tour. Mesurés à l'aune des élus, les reports ont donc été, pour tous, efficaces.

Reste à regarder au niveau des cantons. Non pas pour tenter de savoir dans quelle mesure un parti est propriétaire de ses électeurs, notion qui ressemble davantage à du marketing qu'à de la démocratie, mais pour évaluer quel est le degré de compréhension, d'adhésion d'un électeur à la stratégie et à la tactique d'un parti. Et là, sans même avoir besoin d'utiliser les chiffres, une évidence s'impose : jamais les reports sur le candidat d'union de la gauche n'ont été aussi bons.

Certes, ici ou là, des « bavures » sont observées. Dans « l'Humanité » de mardi dernier, 15 cantons sont cités. Deux dans le Val-de-Marne, trois dans le Val-d'Oise, un dans l'Essonne, un dans les Hauts-de-Seine, un dans les Bouches-du-Rhône, deux dans la Drôme, un dans l'Eure, un dans le Finistère, un dans l'Hérault, dans la Meurthe-et-Moselle et dans la Vienne. Effectivement, dans ces 15 cantons, le total des voix de gauche du 1er tour ne s'est pas retrouvé, dimanche soir sur le candidat communiste, qui n'a donc pas été élu. Faut-il noter que la réciproque est vraie — quoi que plus rare —



CANTONALES

et que, dans le Nord, par exemple à Cambrai-ouest, le conseiller général sortant socialiste a été battu : il lui a manqué 412 voix sur le total du 1er tour. Or, l'U.d.r. élu ne le devance que de 244 voix...

Marketing ou démocratie

Ces bavures ont des raisons « objectives ». Prenons l'Essonne : dans 10 cantons, le candidat d'union était un communiste. Dans 3 de ces cantons, le total des voix de gauche du deuxième tour est supérieur à celui du premier. Dans les autres, la « perte » va de 98 voix à 561 à Ris-Orangis, canton où le communiste aurait pu être élu. Or, la situation locale explique en partie cette perte : Ris-Orangis est une municipalité de gauche où des problèmes se posent entre communistes et socialistes, ce qui peut expliquer en partie le mauvais report. Car, dans une élection cantonale, les personnalités et les problèmes locaux pèsent d'un poids plus fort que pour une législative. L'exemple d'Arles est révélateur. Là, aux problèmes locaux, s'ajoute l'Histoire. Arles avait un maire S.f.i.o. Puis elle eut un maire communiste. Entre les deux électors, la faille, avivée par les échecs d'une autre époque, était de taille. Et en mars 1973, tout comme dimanche dernier, 40 % des électeurs socialistes du canton n'ont pas voulu voter pour un communiste... On le voit, si dans 15 cantons le mauvais « report » n'a pas permis à un communiste de battre un candidat de droite, une analyse fine des résultats permet d'en circonscrire les causes.

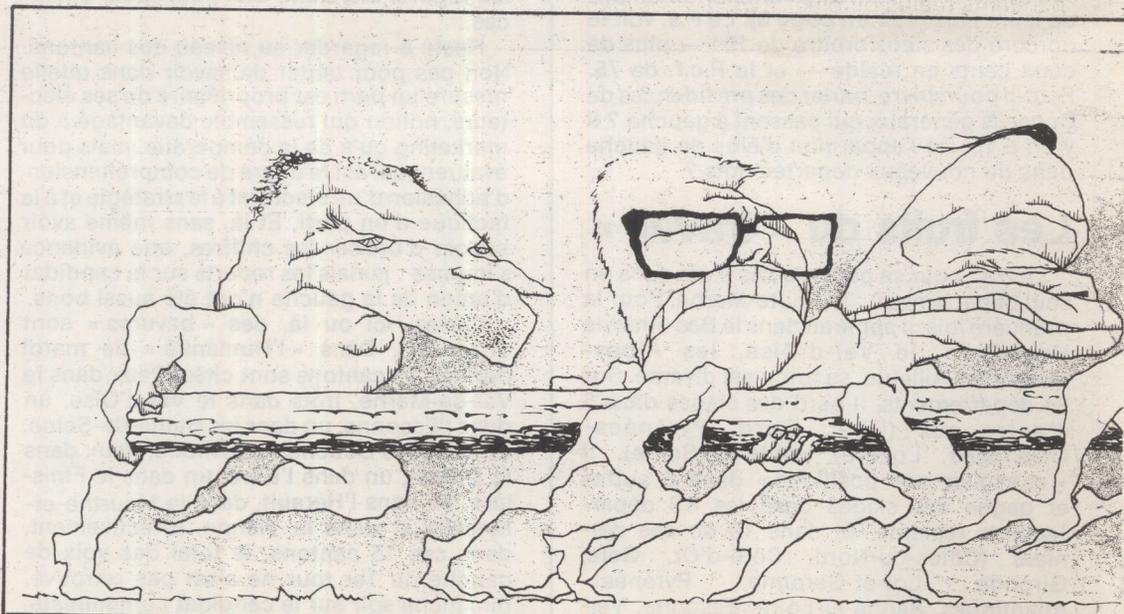
Faut-il ajouter à cela que ces grippages

locaux ont été nourris par une bonne année de « polémique » ?

Mais l'arbre ne doit pas cacher la forêt. Si dans le Val-de-Marne, à Villiers-Plessis par exemple, des voix ont manqué — mais seulement 150, alors que l'adversaire était un ex-socialiste récemment exclu —, dans un canton voisin, à Chennevières-sur-Marne, c'est parce que le candidat communiste fait plus que le total du 1er tour qu'il a battu le conseiller sortant giscardien, Olivier Lefèvre d'Ormesson. Si à Sète 1, le communiste ne fait pas au 2e tour le total du 1er tour, dans un canton voisin, à Florensac, il en fait plus, alors que le conseiller sortant était socialiste. Cette « discipline » — il vaudrait mieux écrire conviction — n'est pas constante. A Marseille 4, la situation étant inverse, ce sont des voix communistes qui ont manqué au second tour. Et à Bruay-en-Artois, le socialiste ayant au 1er tour devancé le sortant communiste, au deuxième tour il lui manque plus de 3 000 voix. Exactement le même pourcentage qui a manqué à Arles. Mais là, l'avance du candidat socialiste était telle (49 % au 1er tour) qu'il a été élu tout de même.

Bavures, grippages et.. polémique

Or, ces élections en sont une preuve, personne n'est propriétaire d'un électoral. Le Parti communiste vient d'ailleurs d'en avoir la preuve. Dans le Lot-et-Garonne, à Penne-d'Agenais, trois candidats s'opposaient au 1er tour. Un radical de gauche, Jacques Bordeneuve, conseiller sortant (1 648 voix), un socialiste (1 502 voix) et un communiste (469 voix). Au deuxième tour, face à un homme qui ne semblait pas être un



Pontoise: Marie France... avec des rires

Elle est charmante, blonde et toute frisée. Le regard calme derrière les lunettes de prof, elle porte à peine ses 34 ans. Marie-France Lecuir, c'est elle, cette « petite dame sans passé », militante socialiste que les hasards de la politique ont fait affronter un vieux notable, maire de Pontoise, conseiller général depuis 31 ans et patron politique de la droite dans le département. Et, dans la bataille, Adolphe Chauvin, président du Conseil général du Val-d'Oise, a perdu.

Marie-France, inconnue, n'est pourtant pas une novice. Militante à l'Unef pendant la guerre d'Algérie, elle a été membre du P.s.u. jusqu'aux Assises du socialisme en 1974. A Pontoise, on la connaît surtout par la commission environnement de son quartier et l'Union des consommateurs, où elle a été galement surnommée « madame Pompes funèbres » — secteur dans lequel elle se bat pour le service public.

« La campagne a été très collective, raconte-t-elle. Jamais je ne me suis sentie isolée, comme je le craignais lorsque je croyais que les cantonales n'intéresseraient personne ». En cela aussi, Marie-France est très représentative de ces nouveaux élus socialistes. Jeunes, militants, autogestionnaires. Arrive une autre génération, le cas de Pontoise est très net à cet égard. Centriste, Chauvin dirigeait son conseil municipal avec six socialistes ; un seul a rejoint l'opposition, en juin dernier. Quant aux cinq autres, les électeurs du nouveau Pontoise les ont désavoués dimanche.

Pendant que les premiers résultats des dépouillements arrivent, Marie-France attend, un peu tendue. « Alors, est-ce que tu t'y fais ? »

demande un militant qui comptabilise les pourcentages. Non, pas tout à fait. Pour elle, c'est une surprise. En se présentant, elle ne pensait pas avoir une chance. Au premier tour, la gauche n'avait d'ailleurs obtenu que 44% des voix. Un troisième candidat, plus ou moins sans étiquette, plus ou moins défenseur de l'environnement, avait certainement pris des suffrages tant au communiste qu'au socialiste. « Ce qui nous permet d'affirmer que nos 44% sont vraiment des voix de gauche et pas seulement des mécontents », note Marie-France.

La surprise, cela a été le maintien de ce troisième candidat, nommé Languedoc. Certains sous-entendent que les R.i. l'y ont encouragé pour faire tomber la tête de Chauvin... Toujours est-il que Marie-France l'emporte avec près de 1 000 voix d'avance. Dans certains bureaux, son score a dépassé celui de François Mitterrand aux présidentielles. Ce qui permet de supposer que même en cas de duel, Marie-France aurait pu passer. Une belle victoire. Mais qui l'inquiète un peu : « La femme et la militante, c'est difficile à accorder... »

La joie explose dans la salle comble de la mairie. On rit en applaudissant, on scandé « Lecuir-Lecuir », au grand dam des notables outragés. Beaucoup de jeunes, des filles autant que des garçons. Parmi eux, d'anciens élèves de Marie-France. « C'est ça, de ne pas être un prof répressif... » La nouvelle de l'élection de deux autres socialistes dans les cantons voisins, à Cergy et à Osny, fait redoubler l'allégresse. L'ancien canton de Pontoise, partagé en trois, passe, dans sa totalité, à la gauche... « 21 ans



que j'attendais ça ! » exulte un vieux militant, la larme à l'œil. On s'embrasse, on se serre la main. Un peu perdue, un peu émue, Marie-France sourit, sourit encore.

Dans son appartement, où s'entassent parmi les rires une cinquantaine de ses camarades, Marie-France se remet petit à petit, verre de champagne à la main. « C'est incroyable, c'est incroyable !, balbutie un militant. Si ça pouvait être aussi incroyable l'année prochaine... »

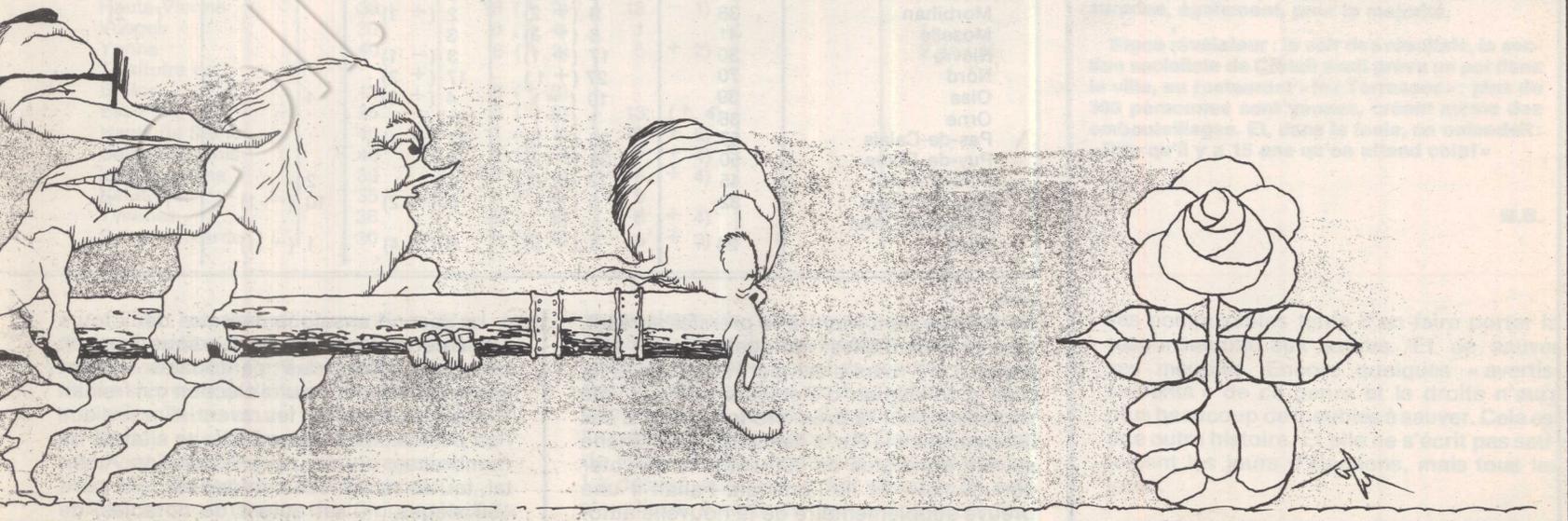
FREDERIQUE DE GRAVELAINE

fervent adepte de l'union de la gauche, le candidat socialiste s'est maintenu. Le parti communiste a appelé à voter pour Borde-neuve. Et les électeurs communistes ont voté pour le socialiste qui a obtenu 2 024 voix contre 1 865 à son adversaire. Autre exemple. Dans la Haute-Loire, au Puy-nord et au Puy-sud-ouest, les candidats communistes se sont maintenus au deuxième tour face à des candidats R.i. Le jeu était serré ; et, plutôt que de voir des Républicains indépendants réélus ou élus, la moitié des élec-

teurs communistes ont abandonné leur candidat et ont voté pour le P.s., assurant deux sièges à la gauche. Cette « autonomie » de l'électorat est souvent précieuse. Elle peut, cela arrive souvent, freiner les décisions prises par les partis politiques. Mais elle peut aussi éviter les « erreurs ».

De surcroît, dans le cas présent, l'adhésion de l'électorat socialiste à la politique de l'union de la gauche est remarquable. Au 1er tour, on a estimé à 8 % les électeurs qui, pour la première fois, ont voté socialiste. Le

dimanche suivant, partout où un communiste était en tête, ces « nouveaux socialistes » ont voté à près de 90 % et souvent plus pour le P.c.f. Ce résultat, remarquable, a été passé sous silence. Pourtant, il convient de s'y arrêter. Avant Epinay, à chaque consultation électorale, politologues et hommes politiques discouraient sur la « mort » de la S.f.i.o. En 1970, un nouveau parti est venu. Année après année, il s'est forgé une doctrine, a formé des militants. Il a signé le programme commun. Les élections législatives



Jacques Chirac et Michel Poniatowski à l'assaut du P.s.

SPECIAL



CANTONALES

Dix-huit départements avaient, avant le premier tour, un président du Conseil général socialiste : les Alpes-de-Haute-Provence, l'Ariège, l'Aude, les Bouches-du-Rhône, la Creuse, la Dordogne, la Drôme, l'Eure-et-Loir, le Gard, la Haute-Garonne, l'Hérault, le Loir-et-Cher, la Nièvre, le Nord, le Pas-de-Calais, le Var, le Vaucluse, la Haute-Vienne. Mercredi dans neuf autres départements, des socialistes ont été élus à la présidence : les Côtes-du-Nord, l'Allier, le Gers, la Gironde, l'Isère, les Landes, le Puy-de-Dôme, la Savoie, le Territoire de Belfort. Les communistes (Essonne et Val-de-Marne) gagnent deux présidences et les radicaux de gauche (Charente-Maritime, Corse-du-Sud et Tarn) en gagnent trois.

	conseillers	P.s.	P.c.	M.r.g.	Divers gauche
Ain	39	7 (+ 2)	3 (+ 1)	5 (- 1)	1
Aisne	42	7 (+ 2)	9 (- 1)		3 (+ 2)
Allier	33	9 (+ 3)	9 (+ 2)		1
Alpes de Hte Provence	32	14 (+ 1)	3 (- 1)	3	
Hautes Alpes	28	8 (+ 3)	2 (+ 1)	3 (- 2)	2 (- 2)
Alpes Maritimes	41	1 (+ 1)	8 (+ 2)		1 (- 2)
Ardèche	33	8 (+ 4)	4 (+ 3)	1	2 (+ 1)
Ardennes	36	11 (+ 3)	3 (- 2)		3
Ariège	20	16 (=)		2	
Aube	32	6 (=)	1		
Aude	34	29 (+ 2)	3 (+ 1)		
Aveyron	44	5 (=)	1 (+ 1)	1	1
Bouches-du-Rhône	44	23 (+ 2)	17 (- 1)		
Calvados	42	4 (+ 1)	3		1
Cantal	25	4 (+ 1)	1		
Charente	33	5 (+ 3)	1	4 (- 1)	1 (+ 1)
Charente-Mme	43	7 (+ 5)	3 (- 1)	10 (+ 3)	3 (+ 1)
Cher	33	3 (- 1)	7 (+ 3)		3 (- 1)
Corrèze	30	4 (+ 1)	9 (+ 1)		
Haute Corse	29	2 (=)	2	10 (- 1)	3
Corse du Sud	20	3 (+ 1)		6	2
Côte d'Or	43	12 (+ 7)	1	6 (- 2)	2
Côtes-du-Nord	48	16 (+ 6)	10 (+ 2)		
Creuse	27	18 (+ 1)	3		
Dordogne	50	16 (+ 3)	6	14 (+ 1)	4 (- 1)
Doubs	31	10 (+ 3)	1		
Drôme	35	20 (+ 3)	1		4 (- 1)
Eure	36	4 (+ 3)	3 (+ 3)	2 (+ 1)	9 (- 2)
Eure-et-Loir	27	7 (+ 1)		4 (+ 1)	3 (- 2)
Finistère	48	13 (+ 2)	4 (- 1)		
Gard	43	17 (- 1)	13 (+ 3)	2	
Haute Garonne	50	31 (+ 1)	2 (- 1)	4 (- 2)	3 (- 2)
Gers	31	16 (+ 8)	3	(- 1)	2
Gironde	57	25 (+ 6)	2 (+ 1)	2	1 (- 2)
Hérault	45	20 (+ 2)	8 (- 1)	1	1
Ille-et-Vilaine	49	7 (+ 3)			3
Indre	26	8 (+ 2)	3	6 (+ 1)	
Indre-et-Loire	30	5 (+ 3)	1	(- 1)	
Isère	40	17 (+ 3)	10 (+ 2)	2 (+ 2)	3
Jura	34	9 (+ 4)	2 (+ 1)		2
Landes	30	11 (+ 1)	3 (+ 1)	1	4
Loir-et-Cher	26	5 (+ 1)	1 (+ 1)		3
Loire	39	4 (+ 3)	4 (+ 2)	1	
Haute Loire	33	7 (+ 2)			2 (- 2)
Loire-Atlantique	53	9 (+ 3)	1	1	2 (- 5)
Loiret	37	7 (+ 2)	2	1	2
Lot	30	5 (+ 1)	3 (+ 1)	11	1 (+ 1)
Lot-et-Garonne	39	9 (+ 5)	7 (+ 1)	4 (- 8)	
Lozère	24	2 (- 1)	1 (+ 1)		
Maine-et-Loire	40	2 (+ 1)			1 (- 1)
Manche	51	5 (+ 1)			2
Marne	41	5 (+ 1)	5		6 (+ 1)
Haute Marne	31		1	2 (+ 1)	
Mayenne	29	5 (=)			
Meurthe-et-Moselle	37	6 (+ 3)	9 (+ 2)	2 (+ 1)	3 (- 2)
Meuse	30	5 (+ 1)	1		2
Morbihan	38	3 (+ 2)	2 (+ 1)		(- 2)
Moselle	41	5 (+ 3)	3		
Nièvre	30	17 (+ 1)	3 (- 1)		
Nord	70	27 (+ 1)	17 (+ 2)		
Oise	39	10 (=)	4 (+ 3)	1	
Orne	36	1 (=)			
Pas-de-Calais	57	26 (+ 3)	12 (- 1)		
Puy-de-Dôme	50	23 (+ 2)	3		
Pyrénées Atl.	45	13 (+ 7)	1	2	1 (- 2)
Htes Pyrénées	32	5 (=)	6 (+ 2)	10 (- 1)	1 (- 1)
Pyrénées Orientales	24	3 (- 5)	8 (+ 4)	1 (- 1)	

→ de 1973 avaient montré le premier sursaut. Les présidentielles indiquaient une tendance. Le 7 mars c'est, par rapport à 1970, plus d'un million d'électeurs qui ont voté socialiste pour la première fois. C'est à ces électeurs que le P.s. a demandé le dimanche suivant dans plus de 300 cantons de voter communiste. Et ils l'ont fait. Fallait-il une preuve supplémentaire de la nouvelle autorité du P.s. ?

Le second enseignement des deux tours est la défaite de la droite. Lorsque l'on sait que jusqu'alors les cantonales étaient considérées comme une élection qui freinait à la fois les succès et les revers, le moins que l'on puisse dire est que la droite a laissé de nombreuses plumes dans l'opération. Au total, toutes tendances confondues, elle perd 188 sièges... C'est autant de notables, de « leaders d'opinion » qui se retrouvent dé-

Créteil: le général en déroute

Le général Pierre Billotte, maire de Créteil et député du Val-de-Marne, avait pourtant prévenu ses électeurs, en écrivant dans « l'Observateur cristolien » (son journal local), avant le premier tour des cantonales : si un communo-socialiste est élu, ce sera dur. S'ils sont deux, ce sera pire qu'en 1939. Cet avertissement n'a pourtant pas convaincu les 62.000 habitants de Créteil : ce sont deux socialistes qui ont été élus dimanche.

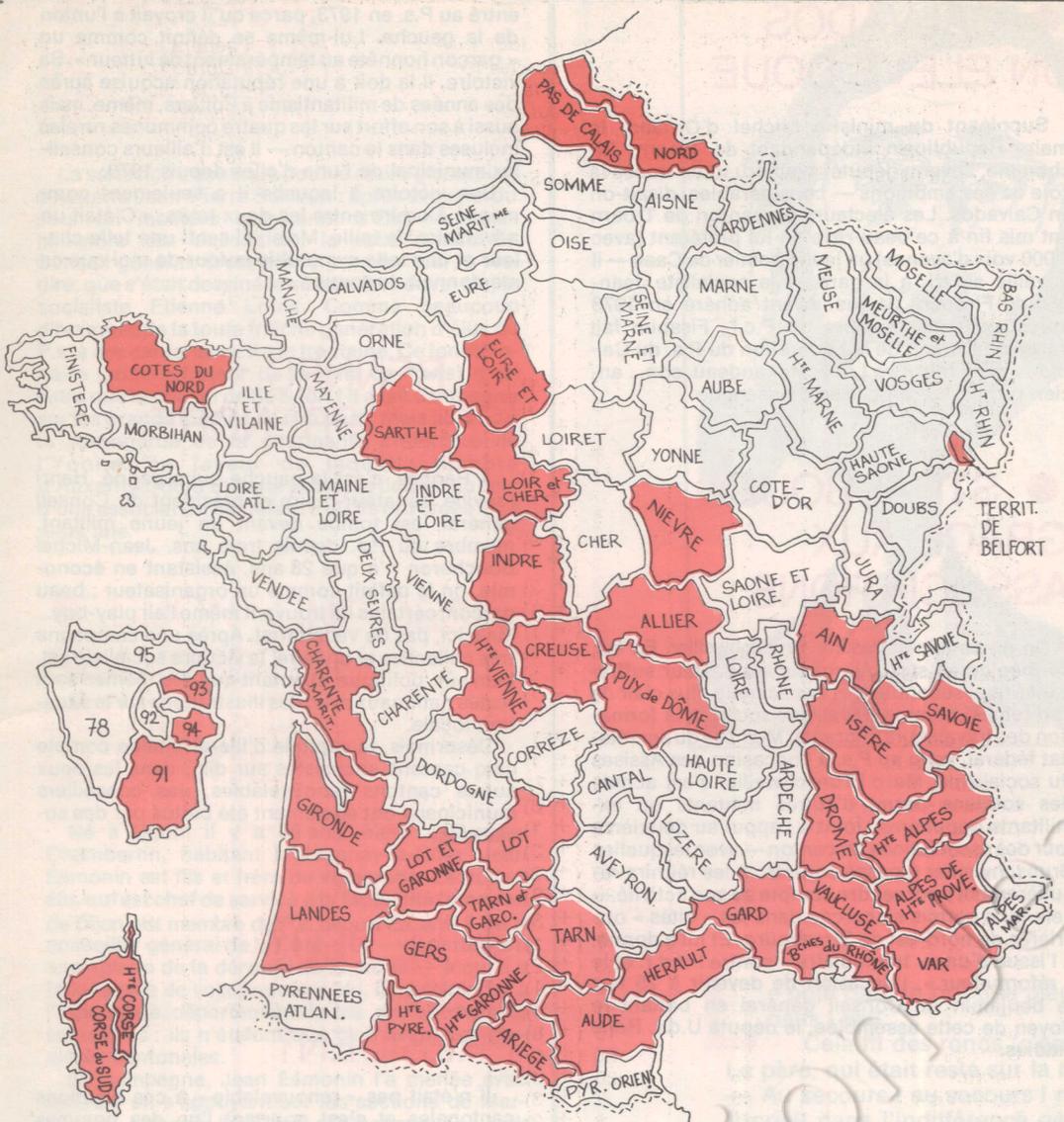
A Créteil-nord (divisé entre la vieille ville et la ville nouvelle) c'est Serge Lagauche qui l'a emporté. Ancien président de la Mutuelle des étudiants de France, entré au P.s. après le congrès d'Épinay, Lagauche (35 ans) connaît bien Créteil : c'est là qu'il a poursuivi ses études médicales, à l'hôpital Henri-Mondor. C'est à la section de Créteil, où ne restaient plus, un peu découragés, que 5 ou 6 militants à la veille d'Épinay, qu'il a adhéré. Avec la campagne des législatives, puis celle des présidentielles, la section retrouve toute sa vie et ce sont 60 militants qui se sont battus aujourd'hui à l'occasion des cantonales.

Le candidat de Créteil-sud, Catala, 33 ans, connaît bien la ville aussi : il est infirmier à l'hôpital Henri-Mondor, où il a des responsabilités syndicales, et habite un des grands ensembles de Mont-Mesly.

Dire que la bataille a été aisée serait faux. « Nous avons décidé d'opérer en deux temps, explique Lagauche. D'abord, il s'agissait de faire connaître le Parti lors des cantonales. Ensuite, nous prévoyons de mener ardemment la bagarre des municipales car, à Créteil, plus rien ne marche. » La campagne a été dynamique : un journal fédéral tiré à 150 000 exemplaires et distribué dans tout le département, 14 000 affiches collées sur les murs de Créteil, 23 000 boîtes aux lettres où les explications des candidats ont été déposées. Plus des meetings, des rencontres, des débats... Un effort sans précédent dans le département, souligne Lagauche. Et, au fil de la campagne, nous avons réalisé que les gens étaient surpris par l'activité du Parti socialiste. La mobilisation a été de plus en plus intense. Au niveau du département aussi, où le P.s. était sous-estimé, l'élément de surprise a joué. Une surprise, également, pour la majorité.

Signe révélateur : le soir des résultats, la section socialiste de Créteil avait prévu un pot dans la ville, au restaurant « les Terrasses » : plus de 300 personnes sont venues, créant même des embouteillages. Et, dans la foule, on entendait : « Dire qu'il y a 15 ans qu'on attend cela ! »

M.B.



Bas-Rhin	43	1 (+ 1)			
Haut-Rhin	30	2 (+ 2)			
Rhône	41	7 (+ 2)	4	1 (- 1)	
Haute-Saône	29	5 (+ 4)		8 (- 1)	
Saône-et-Loire	56	15 (+ 6)	2	7 (- 1)	2 (- 1)
Sarthe	36	5 (+ 2)	4 (+ 1)		10 (+ 4)
Savoie	34	13 (+ 4)	4 (+ 1)		
Haute-Savoie	33	2 (+ 1)	2 (+ 1)		2
Seine-Maritime	56	5 (+ 1)	10 (+ 3)	3	
Deux-Sèvres	33	8 (+ 1)		1	2
Somme	44	6 (+ 2)	10 (+ 1)		
Tarn	42	10 (+ 1)	1	8 (+ 2)	3
Tarn-et-Garonne	28	7 (+ 3)	1 (+ 1)	13	
Var	41	21 (+ 1)	5 (+ 1)		
Vaucluse	24	11 (+ 1)	5 (+ 1)	1	
Vendée	31	1 (+ 1)			
Vienne	35	7 (+ 4)	4 (+ 1)	2	
Haute-Vienne	38	18 (+ 2)	13 (- 1)		
Vosges	30	8 (+ 4)	1		1
Yonne	40	8 (+ 3)	5 (+ 2)	2	2 (- 1)
Territoire de Belfort	13	8 (+ 3)			
Essonne	35	8 (+ 6)	13 (+ 4)		
Hauts de Seine	40	1 (- 1)	16 (+ 6)		
Seine-St-Denis	40	7 (+ 3)	27 (+ 4)		
Val-de-Marne	39	7 (+ 4)	16 (+ 4)		
Val d'Oise	35	5 (+ 5)	9	2	
Yvelines	36	3 (+ 2)	8 (+ 4)	2	
Seine-et-Marne	30	9 (+ 6)	5 (+ 3)	2	

munis de moyens d'intervention. Car, à droite, la notion de parti de masse n'a jamais pu devenir réalité. Parti de notables, la droite utilise son réseau d'élus pour maintenir ses positions. Faites sauter les élus, que reste-t-il ? Et déjà se profile, dans les batailles feutrées qui commencent, l'interrogation majeure : qui va reprendre le flambeau ?

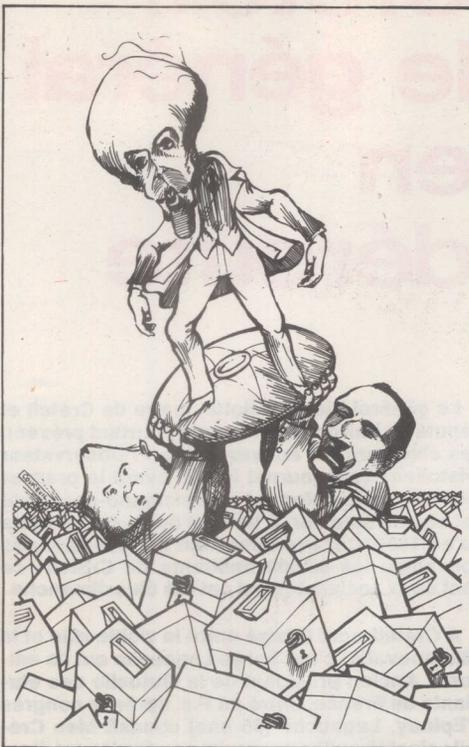
Mais le souci majeur des dirigeants de la majorité réside dans le comportement de

leurs électeurs. Non seulement ceux-ci se raréfient, mais ils s'entendent de moins en moins bien entre eux. Les reports à droite ont été plus mauvais qu'à gauche. L'ancien ministre U.d.r. Joseph Comiti à Marseille ou l'ex-président giscardien du Conseil général de Haute-Saône en savent quelque chose. Là-dessus aussi on a fait silence. Et cela s'explique. A partir du moment où la crédibilité d'une « majorité » disparaît, chacune de

ses composantes tente d'en faire porter la responsabilité aux autres. Et de sauver ses meubles. Encore quelques « avertissements » de ce genre et la droite n'aura plus beaucoup de meubles à sauver. Cela est une autre histoire. Et elle ne s'écrit pas seulement les jours d'élections, mais tous les jours.

GUY PERRIMOND

SPECIAL



CANTONALES

UNE NOUVELLE GENERATION D'ELUS

● CALVADOS : UN ELEVE DOUÉ

Suppléant du ministre Michel d'Ornano, le maire Republicain indépendant de Troarn, Richomme, devenu député, avait cru toute tracée la voie de ses ambitions — considérables, disait-on en Calvados. Les électeurs du canton de Troarn ont mis fin à ce beau rêve en lui préférant (avec 2 000 voix d'avance) un jeune postier de Caen — il travaille au tri, à la gare — le socialiste Jean-Claude Fissoun, 31 ans. Ayant adhéré en 1973 après avoir été membre du P.c.f., Fissoun fait partie du Bureau de la Fédération du P.s. du Calvados, où il retrouve Louis Mexandeau, son... ancien professeur en classe de seconde.

● STRASBOURG : GRACE AUX ASSOCIATIONS

On dit de lui : le pasteur Brunschweiler. En fait, ce théologien strasbourgeois est pasteur suffragant (« qui seconde ») et consacre le plus clair de son temps, comme travailleur social, à la formation des travailleurs migrants. Membre du secrétariat fédéral, venu au P.s. à l'occasion des Assises du socialisme, Marc Brunschweiler s'est acquis des soutiens parmi d'autres militants ou ex-militants populaires. Joint à l'appui au deuxième tour des associations du canton — avec lesquelles Brunschweiler a passé contrat : il les réunira régulièrement pour rendre compte de son activité — cela lui a permis sa percée dans les « cités » ouvrières du nord-est de Strasbourg. Et lui a donné, à l'issue d'une « triangulaire » contre l'U.d.r. et le « réformateur », l'occasion de devenir à 25 ans le benjamin du Conseil général en battant le doyen de cette assemblée, le député U.d.r. René Radius.

● AURILLAC : « AVEC LES COPAINS »

« Depuis deux jours, j'ai l'impression que je suis devenu un peu la vedette », dit René Souchon, 33 ans, qui vient d'être élu dans le canton d'Aurillac I contre le président du Conseil général, le Dr Jean Mézard, sénateur-maire (indépendant) d'Aurillac. « Mais je suis un Français moyen, je suis chasseur, je fais du vélo et du ski. » Cependant sa campagne, il l'a menée hors des sentiers battus sans jamais se comporter en notable et « en étant toujours politique ». Depuis le 15 janvier, ce directeur du Centre d'information et d'orientation d'Aurillac fait du porte-à-porte « avec les copains du coin ». Il fait partie de la nouvelle génération du P.s., puisqu'il est entré au Parti en 1971 et qu'en 1973 il est devenu premier secrétaire de la Fédération du Cantal. La même année, il se présentait aux législatives contre le suppléant de Georges Pompidou. Son score de l'époque (19,52 % des voix) était le meilleur qu'ait fait, dans cette très difficile circonscription, un candidat socialiste depuis 1936 ! La suite a prouvé que ce fut là un bon banc d'essai.

● POITIERS : MALGRE LE CHARCUTAGE

Militant socialiste depuis toujours, Raoul Fournier a 58 ans, mais parle de sa jeunesse de cœur et d'esprit. Syndicaliste à la C.g.t. depuis 1936, son origine modeste ne l'a pas empêché de battre Verdadier, le maire U.d.r. de Poitiers, dans son fief. Et ce malgré un découpage cantonal proche du charcutage...

Venu de l'U.g.s. et du P.s.u., Raoul Fournier est

entré au P.s. en 1973, parce qu'il croyait à l'union de la gauche. Lui-même se définit comme un « garçon honnête au tempérament de lutteur ». Sa victoire, il la doit à une réputation acquise après des années de militantisme à Poitiers, même, mais aussi à son effort sur les quatre communes rurales incluses dans le canton — il est d'ailleurs conseiller municipal de l'une d'elles depuis 1970.

Une victoire à laquelle il a seulement commencé à croire entre les deux tours. « C'était un adversaire de taille. Mais j'ai senti une telle chaleur et une telle sympathie autour de moi que ça me donnait du tonus ! »

● RENNES : FIEF A PRENDRE

A Rennes, c'est la gauche qui a gagné. Henri Fréville, sénateur-maire et président du Conseil général, est tombé devant un jeune militant, membre du P.s. depuis trois ans. Jean-Michel Boucheron n'a que 28 ans. Assistant en économie, on le définit comme un organisateur ; beau garçon, certains lui trouvent même l'air play-boy... Mais ici, pas de vedettariat. Après une campagne très collective et unitaire, la victoire socialiste est, bien sûr, politique. D'autant que ses thèmes sont restés nationaux avec des illustrations sur la situation locale.

Désormais, la capitale d'Ille-et-Vilaine compte cinq cantons socialistes sur dix : dans les deux autres cantons renouvelables, des conseillers municipaux ont également été battus par des socialistes.

● LE PLUS JEUNE PRESIDENT

Il n'était pas « renouvelable » à ces élections cantonales et c'est pourtant l'un des hommes dont a le plus parlé la presse de jeudi dernier. Normal : le député socialiste de Dinan, Charles Josselin, 38 ans, est devenu, mercredi, le plus jeune président de Conseil général de France. C'est la deuxième fois que sonnent pour lui les trompettes de la renommée : cet économiste, fils d'agriculteur et ancien dirigeant syndical étudiant, entré au P.s. en 1972, avait été l'année suivante le « tombeur » de René Pleven, alors Garde des Sceaux, et avait mis fin (dans les Côtes-du-Nord) à 28 années de règne de l'ancien président du Conseil dans sa circonscription.

Charles Josselin.



● AUXERRE : LE TOMBEUR DE SOISSON

La série noire continue pour le maire giscardien d'Auxerre Jean-Pierre Soisson : après avoir perdu pour un moindre secrétariat d'Etat le sous-ministère des Universités, le voilà évincé du Conseil général. C'est dès le premier tour, à vrai dire, que s'était dessiné le succès du nouvel élu, le socialiste Etienne Louis. Comme beaucoup d'hommes de la toute fraîche génération d'élus du P.s. à ces cantonales, il a la trentaine. Ce fonctionnaire (administrateur de la Ville de Paris) n'est autre que le cousin de Soisson ! Il a fait campagne sur les grands thèmes de son parti, mais aussi sur la sauvegarde de la charmante préfecture de l'Yonne, en faveur de laquelle nombre d'Auxerrois, dont Etienne Louis, se battent au sein d'une association de défense qu'ils ont créée il y a deux ans.

● DIJON : UNE DES GRANDES DEFAITES DE LA DROITE

Né à Dijon, il y a 39 ans, élevé à Gevrey-Chambertin, habitant Marsannay-la-Côte, Jean Esmonin est fils et frère de vigneron. Le nouvel élu, qui est chef de service à la Mutualité française de Dijon, est membre du P.s. depuis dix ans. Il est le conseiller général de la Côte-d'Or — département exemplaire de la déroute de la droite — à qui il a fallu le plus de voix pour être élu. Il ira rejoindre à l'assemblée départementale les dix autres élus socialistes : ils n'étaient que cinq avant ces dernières cantonales.

Sa campagne, Jean Esmonin l'a menée avec sérieux, en s'appuyant sur les sections de Marsannay, Longvic-lès-Dijon et Chenove. Les trois sections ont édité et diffusé un journal local — « parce que, explique Esmonin, mieux qu'un organe de presse régional, un journal local peut exposer les dossiers de l'endroit et les problèmes des gens qui vivent dans le secteur. Mais sa campagne a surtout été politique contre Mazué, le maire de Longvic, qui se présentait comme « républicain socialiste, candidat libre », soutenu par la majorité et qui se déclarait attaché uniquement à la défense des « intérêts locaux ».

● MANTES : CONTRE LE MACCARTHY FRANCAIS

C'est un pied-noir de 32 ans, fils d'enseignants et instituteur lui-même, qui, à Mantes-la-Jolie (Yvelines), a écrasé le notable Jean-Paul David, qui se fit jadis une réputation de MacCarthy français avant de s'installer à la mairie de Mantes sous l'étiquette centriste. Mais le jeune enseignant socialiste Paul Picard se définit surtout comme un militant inlassable : au P.s., bien sûr, mais aussi au S.n.i., ou comme animateur d'alphabétisation de travailleurs immigrés, ou dans son centre de loisirs pour enfants. Ou enfin, comme responsable à l'association de locataires du Val Fourré, ce grand ensemble de 20 000 résidents qui a largement « fait la différence » en sa faveur dimanche. Picard n'est pas un novice : il était conseiller municipal depuis 1971 à Mantes, presque aussitôt d'ailleurs oppositionnel avec trois de ces camarades, tous quatre démissionnant en 1975. Il ne lui faudra plus maintenant attendre qu'un an pour aller disputer à David la mairie — cette fois — de la deuxième ville du département après Versailles.



Le petit garçon prit une pièce de un franc dans chaque main et sauta dans l'eau.

Cela fit des ronds (c'est déjà ça).

Le père, qui était resté sur la rive, s'affola ; son fils ne savait pas nager.

— Au secours ! au secours ! mon fils se noie.

Il criait dans l'indifférence générale (général est le grade unique dans l'armée innombrable de l'indifférence).

Au loin un sergent haussait les épaules. Un hibou au poil dru survolait la scène, les yeux mi-clos il supputait l'avenir et dans un hoquet rejetait : « Pas de dévaluation, pas de dévaluation ».

Par un miracle de la science économique l'enfant très vite reparut à la surface. Il tenait facilement sur l'eau, grâce aux deux pièces de monnaie qu'il serrait entre ses mains.

— Dis papa c'est quoi un franc flottant ?

Le père répondit n'importe quoi, comme un ministre des Finances. Il était tellement heureux de voir réapparaître ce fils qu'il croyait perdu. Il s'agenouilla et adressa une courte prière à saint Fric (né en Suisse, à Bâle, compte numéroté 6 254 303).

— Un franc flottant, mon fils, c'est un franc léger devenu lourd et qui flotte quand il coule.

Une pie voleuse traversa le ciel un lingot d'or dans le bec, le caissier de la Banque de Genève réclama un peu de patience aux nombreux clients français qui se pressaient devant son guichet, un agent immobilier vendit deux fois plus cher deux cents mètres carrés à la Muette, un président de la République marcha sur les eaux. L'enfant barbotait.

— Dis, papa, je flotte donc je suis ?

— Tu es donc tu flottes.

Il ne faut jamais affoler un enfant qui espère. En réalité le petit garçon se noyait ; le père lui lança son salaire, il s'y accrocha et le salaire lentement s'enfonça. Le père lui jeta son livret de caisse d'épargne, dernier espoir, mais à peine celui-ci eut-il touché la surface de l'eau qu'il coula.

Il n'y avait plus à la surface qu'un grand rond qui s'étalait majestueusement.

Le père sur la berge se trouva tout d'un coup bien seul. Il n'avait pour lui tenir compagnie que les derniers mensonges officiels.

Un Concorde traversa le ciel. Les abattoirs de la Villette pourrissaient doucement, tout semblait fini. Le père entendit au plus profond de lui grincer la porte du désespoir qui se refermait sur ses dernières illusions. Un requin repu, hôte inattendu, remonta le courant de la rivière.

« P.s. » « P.s. » « P.s. », chanta un rossignol qui savait que le printemps était là.

« P.s. », reprit le père. Il plongea, il était temps et ramena son fils à la surface.

Au fond de la rivière deux francs flottants s'enfonçaient dans la vase.



Mesures sociales

UNE LONGUE LISTE... D'ATTENTE

Deux fauteuils sont restés vides, le 11 mars, lors des Etats généraux des jeunes chômeurs organisés par la C.g.t. Ils étaient destinés à Jacques Chirac et à François Ceyrac. Mais le Premier ministre et le président du C.n.p.f.n'ont pas jugé utile de se déplacer. Un « détail » qui donne la mesure des soucis réels du gouvernement : les plans de relance succèdent aux déclarations sociales, les projets de loi aux annonces de réforme, mais qu'importent finalement 700 000 jeunes sans travail ? Qu'y a-t-il d'ailleurs dans toutes les mesures sociales promises par le gouvernement depuis le début de l'année ? Comment se traduisent-elles dans les faits ?

Entre les deux tours

Premier d'une longue série, c'est un plan d'aide aux familles qui a fait l'ouverture de l'année. Valéry Giscard d'Estaing, qui avait fait de ce thème un des axes principaux de sa campagne présidentielle, a mis en œuvre, au début de janvier, une réforme annoncée... pour septembre 1975. Les intentions en sont, certes, appréciables. Garantie d'un revenu minimum aux mères seules... garantie qui sera instituée par une loi d'ici à l'été 1976. Et d'autres mesures, concernant une fusion des diverses allocations accordées actuellement, une aide au logement, une amélioration du congé de maternité, etc. La plupart de ces décisions, faut-il le dire, n'en sont pas encore — loin de là — au stade de la réalisation. Soumises à des projets de loi non votés ou à une aide de l'Etat non précisée, elles ne sont, pour le moment, que des intentions.

Les syndicats, d'ailleurs, ne s'y sont pas trompés et ont émis les plus grandes réserves. Comment pourrait-il en être autrement, alors que les prestations destinées aux familles décroissent régulièrement depuis 30 ans : depuis 1946, les prestations familiales ont été multipliées par 5,6 ; les prix, par 9,4 ; et le salaire horaire, par 22. Bref, le gouvernement parlait, en janvier, d'investir 1 milliard de francs dans cette réforme : quelques centaines de millions seulement seront réellement destinés, en 1976, à l'aide aux familles.

Second cheval de bataille : la lutte contre les accidents du travail. Le 27 février, un Conseil restreint fixe les grandes lignes du plan d'action gouvernemental. Grandes lignes, plan d'action, ces termes sont vagues. Les mesures proposées, aussi. Et pourtant, c'est le moins mauvais de tous les plans ! « Le seul, reconnaissent les syndicalistes eux-mêmes, où l'on trouve quelques éléments concrets reprenant des revendications syndicales ». Effectivement, les compétences des comités d'hygiène et de sécurité sont accrues et la notion de responsabilité de l'entreprise pourrait être étendue. Ces mesures, annoncées le 10 mars, entre les 2 tours des cantonales (en même temps que l'annonce de la prolongation des contrats emploi-formation pour les jeunes, et d'un vaste plan de réaménagement du temps de travail ne régle pas les vraies difficultés. Rien n'est mis en place et l'on fait plus appel à la persuasion qu'à la contrainte. « Quand au fond du problème, il n'est pas abordé, constate un syndicaliste. Il faut qu'un travailleur puisse arrêter un travail qui lui semble dangereux ». De cela, pas question. Et, de même que Lionel Stoleru veut revaloriser

sans aucun budget le travail manuel, en collant des affiches et en « changeant les mentalités », le gouvernement incite les chefs d'entreprise à « lutter contre les accidents du travail ».

Vaste programme, qui risque de se perdre dans des méandres aussi tortueux que celui de la fameuse réforme de l'entreprise. Une réforme dont on a un peu reparlé aussi ces derniers mois : elle a fait l'objet, en mars, de plusieurs Conseils interministériels. Il était temps : voilà maintenant plus d'un an que le gouvernement en a fait une de ses priorités et que l'on attend toujours le début du commencement de l'ébauche d'une réforme en ce domaine. Mais, le ministre du Travail Michel Durafour l'a annoncé, des délibérations vont avoir lieu en avril, le gouvernement rendra public ses choix, ensuite il consultera les divers partenaires sociaux. Etc.

Un grand coup

Autre point stratégique : l'emploi. Là aussi, le gouvernement frappe un grand coup... il crée des comités. Comités départementaux, sous l'autorité des préfets et comité national ambitieusement appelé — ah ! mais... — « Comité de salut public pour l'emploi ». Ce n'est pas tout : l'Etat mobilise ses fonctionnaires : ils ont carte blanche pour lutter contre le chômage et ils seront « personnellement » responsables. Preuve de bonne volonté : l'Etat alloue 50 millions de crédits aux comités et promet des mesures plus concrètes... pour bientôt. Il existait déjà — vestiges des précédentes réformes — une longue liste de remèdes destinés à résoudre les problèmes d'emploi : délégué



général, fonds national, agence nationale, comité supérieur, comités régionaux ; cette dernière initiative, menée à grand tapage, aura au moins le mérite d'allonger cette liste. « Une opération de sauvetage de plus, qui se superpose à toutes les opérations passées du même genre, constate Michel Rolant, responsable de la C.f.d.t. Dans tous les domaines, le gouvernement a multiplié les discours réformateurs, destinés à faire patienter les travailleurs. En revanche, tout a été fait dans la mesure du possible pour contribuer à la reconstitution des profits des en-

treprises. Là, les efforts gouvernementaux n'ont pas été négligeables : aides à l'exportation, report d'échéances des impôts équivalant parfois à des subventions pures et simples, etc. Cela représente plusieurs milliards, à une époque où l'on fait semblant de maintenir l'équilibre budgétaire... ».

Deux poids, deux mesures, donc. Une aide véritable aux entreprises, et des mesures sociales se réduisant à néant, ou presque, voilà le bilan des 21 mois de Valéry Giscard d'Estaing. Cette semaine encore, on a vu que les problèmes se posaient en termes très

clairs : comme les cantonales l'ont montré, les discours sans contenu réel ne sont pas crus ; par ailleurs, en engageant des réformes plus sérieuses, le gouvernement ne pourrait que mécontenter la base sociale qui l'a élue. On peut donc supposer, sans grand risque d'erreur, que le gouvernement va continuer à choisir de ne pas choisir et garder, comme ligne directrice de sa politique « sociale », celle qu'il a toujours adoptée : il est urgent d'attendre.

MICHELE BACKMANN

Industrie de la chaussure

Cuir brut contre peau de serpent...monétaire

Le 9 mars, le gouvernement annonçait enfin sa décision de mettre en place un plan de soutien à l'industrie de la chaussure. Plus de 1 000 salariés sans emploi à Fougères pour le seul mois de février, à la suite de liquidation d'entreprises, c'était vraiment trop visible. Il fallait faire quelque chose.

« Une crise, certes, mais pas une surprise, dit-on du côté de la Fédération nationale de la Chaussure. Voilà plus de huit mois qu'elle était prévisible, que nous l'avions annoncée ». Quant aux syndicats, ils tirent la sonnette d'alarme dans ce secteur depuis trop longtemps pour pouvoir rappeler avec précision quand ont commencé leurs inquiétudes.

Les mesures gouvernementales rendues publiques par le ministre de l'Industrie et de la Recherche, Michel d'Ornano, prévoient notamment la libération des prix à partir du 15 mai et une aide de « plusieurs dizaines de millions » dont les modalités restent à déterminer, en faveur des P.m.e. Pour éviter le chômage total, l'Etat a également annoncé son intention de participer davantage à l'indemnisation du chômage partiel. « Nous sommes une des rares professions à assurer aux salariés un niveau de revenus équivalant à quarante heures de travail hebdomadaires, quel que soit son temps de travail effectif », aime-t-on à rappeler à la Fédération de la Chaussure. Enfin, les contrôles douaniers, primordiaux pour cette industrie qui subit durement la concurrence étrangère (Espagne, Italie...) seront renforcés à l'importation. Dans ce sens, la commission du Marché commun sera saisie par la France, afin que les problèmes du marché européen de la chaussure soient abordés.

A l'annonce de ce plan, les réactions des syndicats sont immédiates. « Les mesures prises par le

Pouvoir vont dans le sens voulu par la fédération patronale », affirme-t-on à la C.g.t. tandis que l'on déplore l'absence de mesures en faveur d'une relance de la consommation. Pour sa part, la C.f.d.t. regrette « l'absence totale de plan social ». Une certitude pour les syndicats : « Ces mesures risquent d'aggraver encore la dégradation de l'emploi pour 1976 ».

Du côté de la Fédération de la Chaussure, si le climat n'est pas à l'euphorie, le patronat est relativement satisfait. Non, non, la liberté des prix, le 15 mai, ne signifie pas que les chaussures vont connaître une hausse spectaculaire. « Nous ne sommes pas dans l'industrie de l'automobile ! », se plaît-on à commenter avenue George-V, au siège de la fédération patronale. Mais, alors, pourquoi libérer les prix ? « Dans un but purement technique, répond-on aussitôt. Pour permettre aux fabricants d'étendre leur gamme de chaussures à des modèles que les normes imposées rendaient impraticables ».

En fait, la plus grosse inquiétude des fabricants porte sur les mesures protectionnistes que prendra ou ne prendra pas le gouvernement. « J'ai recommandé, il y a longtemps, que la France ait une politique beaucoup plus exigeante à l'égard de ses partenaires, affirme José Bidegain, secrétaire général de la Fédération de la Chaussure. Ou bien l'Italie et la Grande-Bretagne entrent dans le serpent monétaire, ou bien, si ces pays restent en dehors, il faut pratiquer une politique de défense ». En prenant la décision de sortir du serpent monétaire, le gouvernement a apporté une réponse partielle aux industriels de la chaussure. « Mais, poursuit Bidegain, tant que nous n'aurons pas retrouvé un rapport de monnaies stable, nous prenons des risques considérables en matière de commerce international, donc d'emploi. Trop de

chômage radicalise la jeunesse. Et je souhaite, pour la jeunesse de mon pays, qu'elle ne soit pas conduite à choisir entre Krivine et le sergent Dupuis ».

L'avenir de la profession ? Beaucoup le voient sombre, surtout les salariés. De leur côté, les syndicats insistent sur la menace représentée par les pays en voie de développement, qui fournissent une main-d'œuvre à des tarifs défiant toute concurrence. Bidegain affiche un optimisme résolu : « Nous sommes le premier producteur européen de cuir brut. C'est là-dessus que repose l'avenir de notre industrie. Nous avons une matière première, nous devons la travailler. En plus, nous avons des idées ».

Du cuir et des idées : une formule qui pourrait faire mouche si l'ensemble du marché du cuir n'avait pas lui-même besoin d'une réorganisation complète. Que l'on en juge : si la France est le troisième producteur mondial de cuirs bruts, elle exporte 60 % de ses peaux de bovins et de veaux, tandis que les tanneurs achètent 50 % de leurs peaux brutes à l'étranger et que les fabricants de chaussures importent près de la moitié des peaux tannées dont ils ont besoin. Autrement dit, décider un plan de réorganisation de la chaussure sans réorganiser, parallèlement, le marché du cuir ne sert à rien. A la Fédération de la Chaussure, on en est profondément convaincu. Au point que, de l'aveu même de Bidegain, cette organisation a consacré 500 000 F pour mener à bien des études sur le développement de l'industrie du cuir en France.

De là à penser que le plan gouvernemental de soutien à l'industrie de la chaussure est léger, il n'y a qu'un pas... Que les gens bien chaussés ne franchissent pas.

CHRISTINE COTTIN

LA FIN DES ILLUSIONS

Aceux qui, réfutant l'analyse des socialistes français, prétendent que la crise n'est qu'un phénomène passager, un démenti est infligé par le nouvel épisode de la guerre des monnaies, au sein de laquelle le franc joue actuellement une partie pleine de périls.

Alors que les gouvernements occidentaux se félicitaient des résultats obtenus à Rambouillet et à la Jamaïque sur la voie d'un retour à un système monétaire international qui fonctionnerait correctement, dès février des perturbations secouaient les marchés des changes, provoquaient la plongée de la livre anglaise et de la lire italienne, la dévaluation de la peseta et une violente poussée à la baisse sur le franc français.

Les accords de coopération technique entre les banques centrales ont pourtant joué. Mais ils se révèlent impuissants, en dépit des moyens mis en œuvre, à éviter l'action nuisible de la spéculation. Illustration, on ne peut plus claire, du désordre capitaliste et de la profondeur de la crise.

Le vide européen

Au cours de son débat avec Jean-Pierre Fourcade, François Mitterrand a stigmatisé, sans s'attirer de réponse, l'attitude française à la conférence monétaire de la Jamaïque. Il a montré comment le ministre des Finances, en renonçant à une position intransigeante en faveur d'un système de changes « stables, mais ajustables », s'était aligné pratiquement sur la position américaine. Ainsi se trouvait renforcé l'impérialisme du dollar, ainsi pouvaient se donner libre cours les politiques unilatérales de certains pays et les mouvements de la spéculation internationale.

Les autorités françaises avaient donc lâché la proie pour l'ombre. Car les concessions américaines étaient des plus limitées, l'or étant éliminé des futurs-statuts du Fonds monétaire international. Au surplus, le vide

européen laissait le champ libre à la politique américaine dont l'objectif est et demeure de rétablir toutes les conditions de sa suprématie économique et financière. Sa réalisation est d'ailleurs en bonne voie puisqu'en 1975 les Etats-Unis ont réalisé, vis-à-vis de la Communauté économique européenne, un excédent commercial de 11

PAR JACQUES DELORS

Délégué national du P.s.
aux relations économiques
internationales.

milliards de dollars, soit plus du double de celui réalisé en 1974.

Une politique monétaire commune est, bien entendu, difficile à mettre en œuvre en Europe aussi longtemps que l'amplitude des taux d'inflation est si grande : de 5 à 6 % pour l'Allemagne, jusqu'à plus de 20 % pour la Grande-Bretagne et l'Italie. Mais sait-on qu'avec les réserves de changes dépensées en vain depuis deux mois par les Banques centrales pour limiter les variations de change — environ 5 milliards de dollars (1) — il aurait été possible de doter convenablement un Fonds d'intervention européen servant d'instrument à une action plus communautaire et intégrant progressivement la Grande-Bretagne et l'Italie, les deux pays les plus malades de l'inflation ?

Le paradoxe est que les progrès réalisés en matière de collaboration entre Banques centrales facilitent le jeu de la spéculation. En effet, les interventions officielles sont là pour limiter les accès de faiblesse de telle ou telle monnaie, elles sont à sens unique et donc prévisibles... puisqu'il s'agit d'éviter des variations « génératrices de perturbations ». Une telle stratégie n'a, en fin de

compte, qu'encouragé la spéculation. Les sociétés multinationales détentrices d'avoirs importants en diverses monnaies et les banques peuvent ainsi acheter ou vendre à terme ou au comptant d'énormes quantités de devises. Les autres opérateurs, exportateurs ou importateurs, qui tremblent pour la sécurité de leur revenu, sont contraints d'entrer dans la danse pour éviter une mauvaise surprise.

Le comble de l'absurde est atteint quand on sait ce qui amène la spéculation à bouger. Il suffit que l'on annonce qu'en février, par rapport à janvier, la hausse des prix de tel ou tel pays est passée de 0,6 % à 0,8 % pour amener les opérateurs à se porter vendeurs de la monnaie du pays considéré ! Tout cela fait penser à l'histoire de ce bateau, aux prises avec une mer houleuse, où tous les membres de l'équipage se disputent tellement entre eux que la manœuvre leur échappe et que le navire est englouti dans les flots. Seul un perroquet s'en sort. Mélancolique, il répète inlassablement, sur son radeau : « Quel jeu de cons ! »

De même en est-il de ce « non-système » monétaire international...

Le dernier épisode de la guerre des monnaies est parti de Londres. Chacun sait les difficultés de l'économie britannique. L'inflation a poussé, en 1975, une pointe vers les 30 %; la balance des paiements est lourdement déficitaire; la livre sterling est d'autant plus chahutée qu'il s'agit d'une monnaie dont le rôle international, bien que déclinant, est encore notable.

Il suffit donc que des détenteurs étrangers de livres se manifestent pour rompre le délicat équilibre que le gouvernement anglais semblait décidé à défendre, en provoquant la réduction de la hausse des prix, l'aide à l'investissement, la stimulation des exportations.

Or, d'après ce que l'on sait, la Banque centrale du Nigéria avait décidé de diversifier ses avoirs en devises et donc de vendre des livres sterling contre d'autres monnaies.

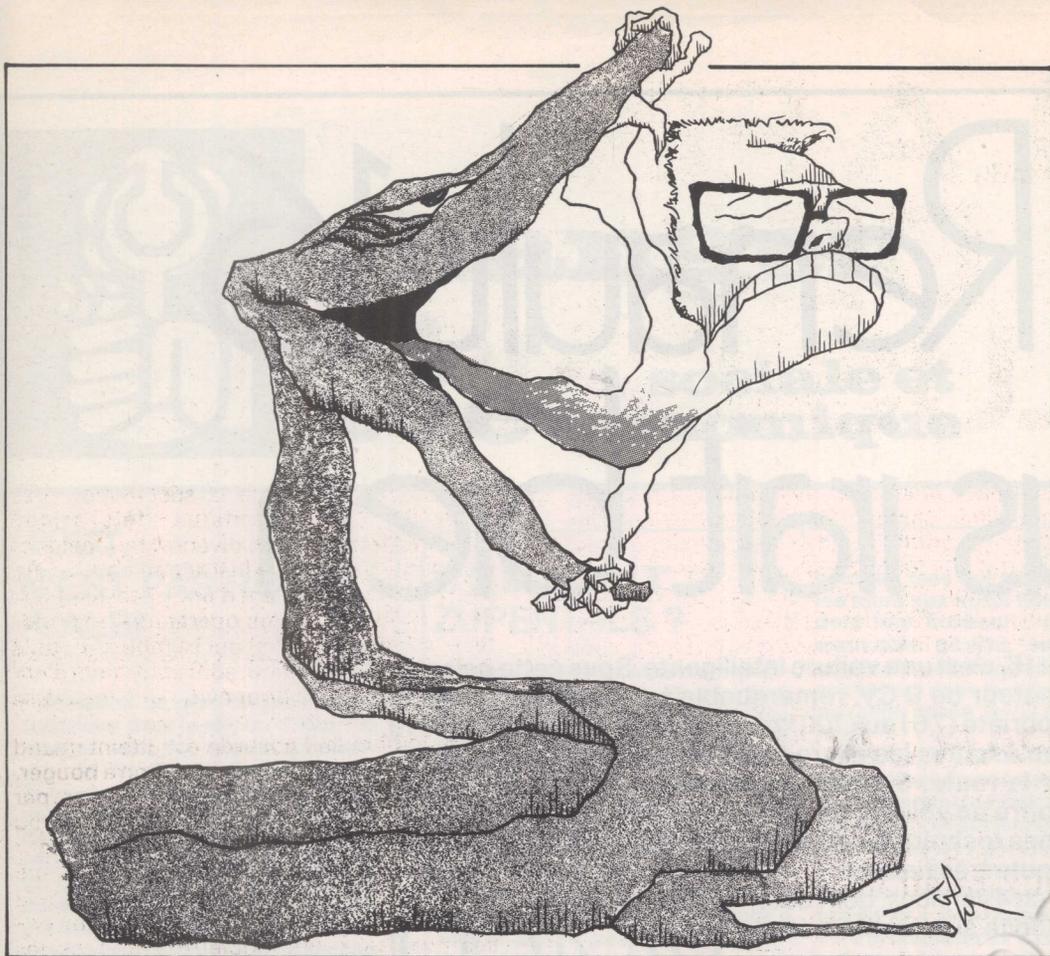
Rhône-Alpes: Asphyxiée par les multinationales

Dans le seul département du Rhône, 7 000 emplois sont menacés par la mort de la sous-traitance. Bien que le nombre des demandes d'emplois ait diminué au cours des mois de janvier et février 1976 par rapport aux mois correspondants de 1975, l'effectif des chômeurs dans la région Rhône-Alpes, après s'être légèrement tassé en décembre, s'est accru au début de l'année et reste officiellement aux alentours de 76 000. La lente amélioration de la situation économique depuis la fin de septembre, amélioration bien sûr montée en épingle par les pouvoirs publics, n'arrive pas à dissimuler la dégrada-

tion de l'appareil productif de la deuxième région industrielle de France.

C'est que Rhône-Alpes, davantage que la région parisienne, où la petite industrie vit bien, a subi les dures lois de la concentration industrielle. Une concentration qui s'est réalisée brutalement en quatre ans au cours des années 1969, 1970, 1971 et 1972. Huit grandes sociétés multinationales font aujourd'hui la pluie et le beau temps — et trop souvent la pluie — dans huit départements en concentrant plus du quart des emplois industriels de la région, soit 160 000 salariés.

En tête de ces groupes : Rhône-Poulenc, dont la restructuration jamais achevée menace pour cette année 3 500 emplois et provoque dans l'immédiat la fermeture de l'unité de production textile du Péage-de-Roussillon en entraînant la disparition de 520 emplois — ce contre quoi les travailleurs de cette usine se sont mis en grève lundi avec occupation des locaux —. Et 28 % des effectifs salariaux de Rhône-Poulenc (33 000 personnes) travaillent dans la région Rhône-Alpes. En seconde position, nous trouvons la multinationale Pechiney-Ugine-Kuhlmann (P.u.k.) avec 30 000 salariés, suivie par la C.g.e., (16 600 salariés),



Si la Banque d'Angleterre avait voulu éviter toute menace sur sa monnaie, elle aurait pu offrir à la Banque du Nigeria un échange « hors marché ». Ce n'est pas ce qu'elle a fait, d'où une nouvelle chute de la livre dont la dépréciation atteint le taux record de 33,50 % depuis décembre 1971.

Pourquoi cette décision ? Sans doute parce que le gouvernement anglais a voulu, par une nouvelle baisse de la livre, améliorer la compétitivité de son industrie et donc accroître ses exportations. Cette analyse est corroborée par le fait que, le même jour, le taux d'intérêt a été diminué, alors qu'il aurait dû être majoré si l'on avait voulu attirer des capitaux sur le marché de Londres pour enrayer le mouvement à la baisse de la monnaie britannique.

Ainsi, se déchaînent, dans le monde capitaliste, les égoïsmes nationaux. Comment soutenir, après cela, que la crise est en voie de s'achever et que le système monétaire repart sur de bons rails !

Les commentateurs officiels attribuent ce nouvel accès de faiblesse du franc à la force d'entraînement de la livre sterling. L'explication n'est vraie que partiellement. N'oublions pas, en effet, que le franc français

avait déjà été attaqué en janvier et février, ce qui avait conduit la Banque de France, avec l'aide des autres Banques centrales, à sortir des munitions pour stopper l'offensive contre notre monnaie.

Le franc dans la bourrasque

Il y a donc d'autres raisons. Deux d'entre elles sont objectives : la hausse des prix demeure en France le double de ce qu'elle est en Allemagne, « l'homme fort de l'Europe » ; nos exportations sont menacées par les ventes des pays dont la monnaie s'est dépréciée (Italie, Espagne, Grande-Bretagne), et ce, dans le contexte d'un marché mondial, à nouveau en expansion, mais où la compétition est devenue très âpre, si l'on veut bien tenir compte de l'agressivité de l'industrie américaine, du dumping pratiqué par les pays de l'Europe de l'Est et des concurrents à bas salaires (Extrême-Orient, en particulier).

Une autre raison est plus subjective. Plusieurs voix se sont élevées, au sein du patro-

nat français, pour suggérer benoîtement une dévaluation du franc de manière à faciliter nos ventes à l'étranger. Or, la spéculation entend mieux les mauvaises nouvelles que les bonnes !

Enfin, comment ne pas évoquer le climat politique caractérisé par le manque d'emprise du pouvoir giscardien sur les événements : les réformes annoncées à grand fracas, puis ajournées ou réduites à quelques gadgets (voir en page 8) ; le cancer du chômage et les difficultés sociales ; l'absence de régulation des revenus et des prix, d'où la persistance de l'inflation qui fait peser une menace sur le caractère durable de la reprise économique...

Alors que le retour du franc dans le « serpent » constituait l'un des atouts essentiels de l'action extérieure de Valéry Giscard d'Estaing, celui-ci a dû se résigner en catastrophe au retour au franc flottant. Il n'a donc pu obtenir de ses partenaires européens, qu'ils acceptent l'opération qui aurait sauvé les apparences : un élargissement des marges de fluctuation à l'intérieur du serpent, de telle sorte que le franc puisse être implicitement dévalué par rapport au deutschemark et au dollar américain.

La leçon est claire : on ne fonde pas la politique extérieure de la France sur des illusions et sur le spectacle. Seules les réalités comptent : un pays sûr de lui-même, s'appuyant, comme entend le faire François Mitterrand, sur la force du consentement national, apte par la même à maîtriser l'inflation à l'intérieur grâce aux disciplines acceptées et à une autre politique économique s'attaquant à toutes les causes de gaspillage et de hausse des prix. Or, il est d'ores et déjà évident, aux yeux d'un nombre croissant de Français, que le Pouvoir en place n'a pas la capacité politique de s'orienter dans une telle voie.

(1) Dont plus de trois milliards de dollars dépensés par la France, soit le tiers de nos réserves en devises.

Creusot-Loire (14 400 salariés), Thomson-Brandt (11 200 salariés), B.s.n. (6 600 salariés) et Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (6 000 salariés).

A cette première liste, il convient d'ajouter les effectifs de groupes ayant une envergure nationale, comme Merlin-Gerin (8 300 salariés), Paris-Rhône (5 700 personnes) et les groupes étrangers : Caterpillar, I.t.t., Brown-Bovery et Ford, qui regroupent environ 46 000 salariés.

Plus de 40 % des salariés de la région Rhône-Alpes sont donc employés dans des établissements qui dépendent de groupes engagés dans des stratégies multinationales ou nationales peu préoccupées du développement harmonieux de cette région.

La concentration industrielle a souvent entraîné une concentration géographique au détriment de départements comme la Loire, la Savoie, l'Ardèche et la Drôme. Le transfert des activités de

Creusot-Loire en Saône-et-Loire en est un exemple. Quant aux diversifications d'activités, elles s'accomplissent la plupart du temps, comme chez Rhône-Poulenc, P.u.k. ou B.s.n., hors de la région Rhône-Alpes.

La dépendance par la sous-traitance des entreprises dont les effectifs sont inférieurs à 1 000 salariés est l'un des graves inconvénients de la concentration. Au point que la Chambre syndicale des industries métallurgiques du Rhône, le syndicat des Petites et moyennes entreprises et le Groupement interprofessionnel lyonnais, antenne du C.n.p.f., s'en inquiètent. Toute la sous-traitance mécanique dans le seul département du Rhône, soit 7 000 emplois, est actuellement menacée. Son activité est actuellement réduite aux deux tiers depuis l'été 1975 et les effectifs ont diminué de 11 %. Au cours de l'année 1975, 20 unités de production dans le secteur ont fermé leurs portes et 4 39 emplois ont définitivement disparu.

Sur les 110 000 salariés employés dans le département du Rhône par la métallurgie et la mécanique, la sous-traitance représente à elle seule 20 000 personnes réparties dans 300 entreprises industrielles et 2 000 entreprises artisanales.

En renonçant à diversifier leur production, les sous-traitants se sont liés étroitement aux multinationales qui, aujourd'hui, se désintéressent de leur sort. Les petites entreprises comprennent aujourd'hui trop tard qu'elles doivent remettre en cause leurs relations avec les grands groupes donneur d'ordre et s'orienter vers la fabrication de produits qui leur assurent une autonomie. Les petites entreprises sous-traitantes ne peuvent plus n'être que les producteurs temporaires des multinationales.

Livrer la région Rhône-Alpes et la Saône-et-Loire à l'exploitation de huit multinationales, c'est vouer cette région à l'asphyxie économique.

ROBERT BUTHEAU

une Renault 16 vous irait bien

La Renault 16, c'est une voiture intelligente. Sous cette calandre familière, un moteur de 9 CV, remarquable par son endurance, sa nervosité, sa sobriété (7,6 l aux 100 km- vitesse stabilisée à 90 km/h).

Silencieuse à toutes les allures, elle est aussi maniable en ville qu'efficace sur la route. 5 places confortables. Son coffre, en se transformant, offre un volume de 350 à 1200 dm³.

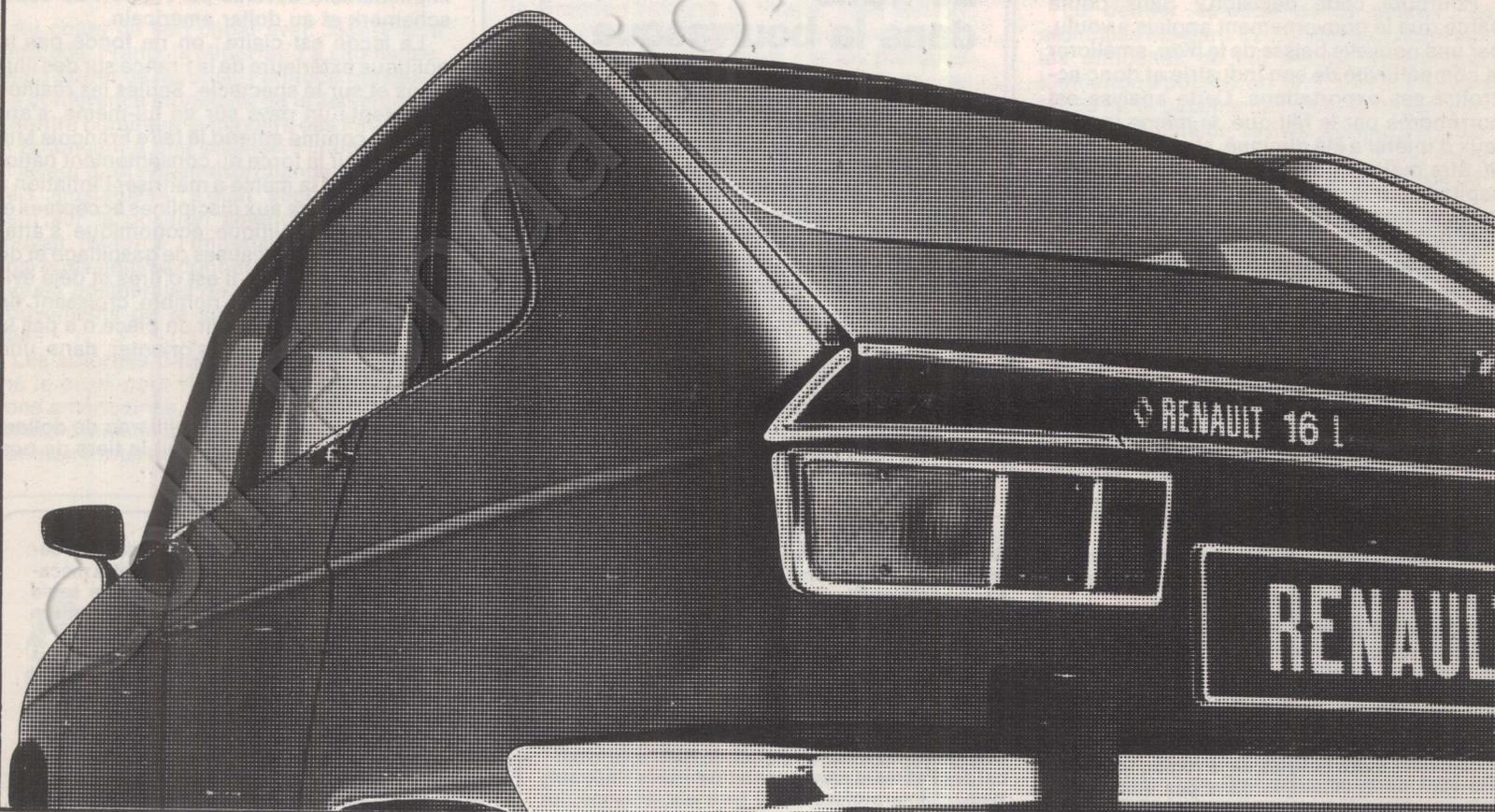
Les solutions techniques utilisées vous assurent un freinage et une tenue de route très fiables.

Elle existe en 4 versions, dont deux en option avec boîte automatique électronique.

Renault 16 L, prix clés en main au 05/01/76.

24.400^f

découvrez la.



Je désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation Renault 16

Bon à renvoyer à : Renault Information
B.P. 103 - 92109 Boulogne-Billancourt

Nom _____ 5

Adresse _____



RENAULT

Renault préconise **elf**



changer la vie sociale et économique

TOUT N'EST PAS ROSE A ALBI

Situation de plus en plus catastrophique dans la région d'Albi : le pays se vide, par vagues successives de 50 à 100 licenciements. Exemple parmi d'autres, une petite entreprise de chaussures, Annic : 50 licenciements en janvier, 2 à 3 mois de travail seulement pour les 95 personnes encore à l'usine. Le comité d'entreprise n'a même pas été informé de façon normale ; il n'a pas été tenu compte de la protection légale à laquelle ont droit femmes enceintes et élus du personnel. Le P.s., qui lutte aux côtés des travailleurs d'Annic, pose également des questions d'actualité, à l'heure où l'on annonce la mobilisation des hauts fonctionnaires contre le chômage : que ferez-vous des 48 travailleurs et travailleuses des chaussures Annic qui ne demandent qu'à réintégrer leur usine ?

Que ferez-vous des 45 employés de la vermicellerie Le Soleil qui attendent toujours un emploi ?

Que ferez-vous des 125 employés de Forcla à Vabre ?

Comment dissiperez-vous les menaces de chômage pour 400 employés du Saut-du-Tarn ?

Comment épuiserez-vous les stocks d'Eternit pour que les employés retrouvent un horaire normal ?

10 MILLIONS POUR QUOI FAIRE ?

Les 350 travailleurs de la Boulonnerie calibrée à Valence (Drôme) ont décidé, le 25 février 1976, d'occuper leur entreprise. Cette entreprise travaillant pour l'automobile, notamment pour Peugeot, Renault, Citroën, Chrysler, Fiat, Unic, Saviem, Berliet, a eu de gros problèmes de gestion ces dernières années : démission de son conseil d'administration le 28 juillet 1975, dépôt de bilan le 26 septembre, licenciements collectifs le 23 décembre 1975.

De nombreuses actions ont été menées par les organisations syndicales, dont la C.f.d.t., majoritaire à 80 %, afin d'imposer une solution industrielle et de préserver l'emploi de tous.

A ce jour, aucune perspective sérieuse n'apparaît quant à la

COMMENT ZUPENT-ILS ?

Peut-on vivre à l'ombre d'un rouleau compresseur ? Et pourtant, c'est le sort qui nous attend si nous laissons faire gouvernement et promoteurs, main dans la main pour convaincre les foules du bien-être dans le béton.

Il y a ceux qui se révoltent. Le film de Serge Poljinsky, « La ville est à nous », retrace ces colères. Ce témoignage sur la guerre urbaine a eu toutes les difficultés du monde à voir le jour. Il passe confidentiellement dans un seul cinéma parisien, l'Entrepôt (783.67.42).

Le film semble en la matière une bonne arme de combat. L'association Vidéo-ciné-troc (8, villa du Parc-Montsouris, 75014 Paris, tél. 589.55.69, poste 23) a montré quelques-unes des nombreuses productions sur ce thème, en 16 mm, en super 8 ou en vidéo. La sensation qui en ressort est poignante. Ce mur de béton qui se dirige vers nous, écrasant sur son passage agriculteurs et citadins, est terrifiant.

C'est d'abord la rénovation dans les vieux quartiers populaires de Paris, à Belleville ou dans le 11e arrondissement. Chassés de la périphérie, les habitants regrettent, malgré leur plus grand confort d'aujourd'hui, le village où ils connaissaient tout le monde. « Ici, il n'y a rien. Rien que la cité. Vous dormez là, vous dépensez vos sous là. Et puis voilà. » Quant aux

prise par un groupe industriel malgré de nombreuses approches de la part de G.f.d., Fontana (Italie), Karcher (Allemagne), C.k.n. (Angleterre), Creusot-Loire et d'autres — au total, 26.

Aussi, les travailleurs, réunis en assemblée générale le 25 février, dernier jour de préavis, ont décidé, sur proposition de l'ensemble des organisations syndicales C.f.d.t., C.g.t. et C.g.c., d'occuper l'entreprise, de s'organiser pour que les pouvoirs publics s'emploient à trouver une solution pour les 350 travailleurs de la Boulonnerie calibrée, et de faire de leur entreprise la Maison du chômeur en lutte.

A noter que l'opération « 350 chômeurs » coûtera aux pouvoirs publics une somme de plus de 10 millions de francs, somme que les travailleurs auraient voulu voir affecter non pas à fabriquer des chômeurs, mais au redémarrage de l'entreprise.

heureux élus qui viennent habiter les tours aux noms fleuris, ils boudent leur bonheur : chers et de mauvaise qualité, les appartements de standing, eux aussi, se retrouvent dans le désert. Où la rénovation passe, la vie ne repousse pas.

Ensuite, il y a la Zup : ses enfants chaque année plus nerveux qui dévastent les ridicules « espaces verts » et deviennent les boucs émissaires des parents. Ses adolescents qui avouent préférer l'école ; « au moins c'est plus propre qu'ici ». Son racisme florissant, « c'est malheureux à dire, mais les cafards et les punaises viennent de chez eux ». Ses femmes « prises au piège » qui tournent en rond et se transforment en maniaques du chiffon. Ses hommes qui partent à 6 heures le matin et reviennent à 7 heures le soir...

Puis, il y a la ville nouvelle. Là, ce sont les meilleures terres des agriculteurs qui disparaissent, les maraichages engloutis par le béton. Et encore le village de vacances où s'entassent les citadins pour un tourisme dit social qui leur permettra de traverser la montagne sans voir un montagnard : les bergers seront devenus manœuvres ou perchistes...

Est-ce là notre univers de demain ? A la lumière de tous ces documents, il apparaît nettement que la lutte pour le logement n'est pas dissociable des autres luttes : le travail abrutissant, le salaire insuffisant. En bref, la vie de dingue. Sans caricature.

LA LOIRE EN BREF

Dans la Loire, près de 40 000 métallurgistes ont débrayé le 11 mars à 10 heures précises. Ce mot d'ordre lancé par la C.g.t., la C.f.d.t., la C.f.t.c. et l'U.g.i.c.t. a été très largement suivi. Ainsi chez Creusot-Loire, aussi bien à Saint-Etienne qu'à Saint-Chamond, ils sont plus de 90 % à avoir interrompu le travail et, chez Manufacture, cette proportion a atteint 97 % pour les ouvriers et 65 % pour les ingénieurs, cadres et techniciens. Dans tout le département, le mécontentement s'est exprimé de façon massive. A Roanne même, on compte que 95 % de l'ensemble des métallurgistes ont débrayé et, à Firminy, c'est l'entreprise Faure au complet qui s'est arrêtée.

Pouvoir d'achat, classifications et maintien de l'emploi sont les prin-

cipales revendications des manifestants. Ils ont aussi voulu rappeler au patronat que la convention collective devrait être appliquée depuis le 1er janvier.

LES SOCIALISTES ET L'EUROPE

L'Institut socialiste d'Etudes et de Recherches (I.s.e.r.) organise dimanche à partir de 9 h 30, à l'Assemblée nationale, sous la responsabilité de Jean-Pierre Cot, une journée d'étude sur « la dimension européenne du contrôle des travailleurs ».

Un autre colloque, organisé lui par la Gauche européenne, qu'anime Gérard Jaquet, a eu lieu samedi dernier à propos du rapport Tindemans, avec de nombreux participants socialistes français et de plusieurs pays d'Europe.

Dans son rapport introductif, André Salomon, membre du Comité directeur du P.s., a notamment souligné que le document établi par le Premier ministre belge n'est qu'« une remise à jour traditionnelle des ambitions européennes libérales. Il reste dans le vague de façon presque constante et, quand il ne peut pas choisir, il tombe dans l'atlantisme sans le dire, de façon parfaitement naturelle, sans même poser la question de savoir si il y a une autre voie. Jamais, à aucun moment, ne sont abordés les problèmes pourtant capitaux du rôle des sociétés multinationales en Europe. Jamais, à aucun moment, le rapport Tindemans n'envisage que le pouvoir européen pourrait avoir comme utilité de limiter la libre activité de ces entreprises. Jamais l'on ne s'évade de la vision atlantiste de la construction de l'Europe même quand il est explicitement reconnu la nécessité de l'indépendance de l'Europe. Jamais n'est abordée la dimension continentale que la communauté ne peut négliger faute de nier les réalités géographiques et historiques ».

Pour ces raisons et quelques autres, a conclu André Salomon, « les forces de gauche en France ne peuvent qu'opposer une fin de non-recevoir aux propositions contenues dans le rapport Tindemans ».

Conclusion reprise par François Mitterrand qui a souligné l'« immense échec » que représente l'Europe aujourd'hui pour ajouter : « Notre adversaire principal c'est le capitalisme multinational lié pour la plus large part à l'impérialisme américain. L'Europe ne se fera pas dans une société libérale. Les socialistes sont seuls à pouvoir la porter. »

une Reportage

les relations
carnavalesques

De notre envoyé spécial.

Le samba est une musique sourde qui vient de la terre, une musique folle qui emporte la tête, une musique triste mais qui rend heureux, un rythme fort qui abrutit et qui libère. Dans le Brésil de la dictature, le samba prend de l'importance en même temps qu'il se dénature. Samba, football et macumbas (religions africaines) sont les trois mamelles de l'abrutissement officiel. Encouragés par le système, ces activités prennent une grande partie du temps et de l'esprit des Brésiliens moyens. Elles sont devenues des mythes qui se nourrissent eux-mêmes — tout le pays s'en dit fier — et elles rapportent des devises.

C'est dans le carnaval et pour lui que le samba s'exprime le plus. Il faut avoir passé les nuits de répétitions dans une favella de Rio pour comprendre qu'heureux et épuisé personne ne peut plus, après avoir dansé 10 heures, protester contre quoi que ce soit. Mais dans la danse, dans la rue, au moment de la fête, une seule chose compte : se jeter dans le tourbillon, s'y perdre corps et âme. Inconsciemment ? Peut-être pas. Le carnaval au Brésil est une fête tellurique qui permet d'oublier.

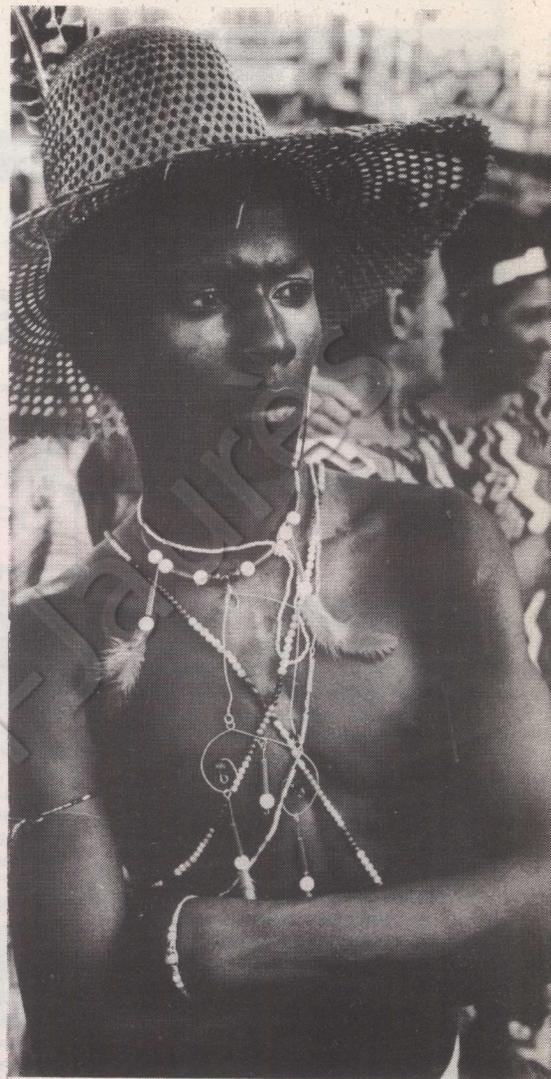
Nous sommes à Bahia, la « bateria » des « Lord's » occupe toute la largeur de l'avenue du 7-Septembre. Ils sont 60, tous Noirs, vêtus d'une chemise rouge et d'un pantalon à rayures rouges et blanches. 60 qui tapent depuis des heures sur des grosses caisses, des caisses claires, des tam-tams, des tambourins et des cloches. Pas un seul instrument mélodique. 60 ensemble et sans arrêter. Ils ont chaud, suent, fument, s'arrachent une bière, soulèvent les jupes des filles, les embrassent de force, rigolent. Leur regard est ailleurs, apparemment plus abruti qu'heureux. Ils font leur travail, indifférents à la bousculade.

On ne peut pas dire que ça « chauffe » : ça ronfle, ça gronde, ça cataracte, ça tonitru, miracle : ça tourne. Ça tourne même drôlement rond : la puissance d'un moteur, d'une usine dans ce qu'elle a de beau. Attention, si vous mettez le pied « dedans », impossible de le retirer. C'est la terre qui s'agite, pas vous, le corps ne fait que suivre. Quand la bateria s'avance les maisons s'écartent, l'air devient presque solide et se met à vibrer. Tout autour les gens dansent, mais sans légèreté. Le corps se soulève sur les temps faibles et s'effondre sur les temps forts, les pieds traînent. Massé sur les trottoirs, envahissant la chaussée, se mêlant à la bateria, le peuple — il n'y a pas de public ici — participe. Qu'il se traîne ou qu'il saute, qu'il suive ou qu'il invente, il vit la musique, il vit son carnaval. La bateria des « Lord's » avance lentement. Elle mettra comme toutes les autres plus de 12 heures pour faire au plus 3 ou 4 km. Le chef d'orchestre, il y en a un, marche à reculons, face à ses compagnons. Il les guide du geste bien sûr, mais qui le suivrait s'il agitait une baguette, main angoissée, inutile, ridicule dans ce flot amazonien ? Il dirige au sifflet, un vulgaire sifflet

de flic à boule dont il tire des sons d'une variété surprenante en modulant le dégagement de l'air avec ses doigts. Il donne des ordres précis. Tout à coup, les 60 frappeurs s'arrêtent comme un seul homme. Sans une bavure. On entendrait presque les oiseaux, en tout cas les cris, les chants, les rires de la foule. Un seul reprend sur une caisse claire un solo qu'encourage le sifflet du directeur. Une grosse caisse lui répond parfois, sorte de duel où chacun cherche à perdre l'autre, tout en restant sur son propre rythme. Les souffles sont suspendus même si les corps dansent encore. L'absence de musique est insupportable. Nous sommes presque comme des marionnettes dont on aurait coupé les fils. Brutalement la tension s'arrête en même temps que le vacarme reprend. Rassurante, la musique occupe de nouveau toute la rue, tous les cœurs, toutes les âmes, tous les terrains de la ville et ceux de notre inconscient. La fête continue : « Ce carnaval de fous pour oublier la faim et la misère, inventé par le diable, dit la chanson, mais béni par le Bon Dieu. »

Délire de 4 jours

Sa Majesté Carnaval, quoi qu'il en dise, n'échappe pas aux réalités sociales. La bateria travaille pour une des 200 associations (blocs, cordoë, afoxés) qui dans Bahia fonctionnent toute l'année ou presque dans le seul but de préparer le défilé du carnaval. Les « Lord's » sont parmi les plus connus. Ils ne réunissent que des hommes. « Si on accepte les femmes ça crée plein d'ennuis », dit le directeur. Ils sont 700 à payer 450 cruzeiros par an (225 F) alors que le salaire minimal à Bahia est de 320 cruzeiros et que plus de 50% de la population doit s'en contenter. « N'importe qui n'entre pas aux « Lord's », m'explique-t-on tout en dansant au milieu de la rue. Nous opérons une sélection ». J'apprendrai par la suite que les Noirs sont progressivement exclus de ce groupe à dominante claire. Avec l'argent réuni, l'association se paie un local et loue une bateria qui défile pour elle au moment du carnaval. L'association fournit à ses membres le déguisement du défilé. En l'occurrence un paréo blanc sur lequel est imprimé un masque africain en jaune, rouge et noir, une parure en rafia qui se met autour du cou et une sorte de bouclier en osier sur lequel est peint le motif du paréo et que les danseurs brandissent au bout d'un bâton. Ils défilent ainsi sur une estrade, devant un jury qui doit choisir les meilleurs groupes. Depuis trois ans, c'est le « bloco » « Elles arrivent » qui l'emporte. Il est uniquement composé de femmes ! Des dizaines de groupes s'organisent ainsi dans la ville. Ils peuvent avoir 6 000 membres comme les « apaches » ou une cinquantaine. Les noms sont des plus fantaisistes : « Les laids aiment aussi », « Les rasle-bol », « Les fils de Gandhi », « Les militants » (il n'est pas dit de quoi), « La génération du péché », etc. Le gouverneur de l'Etat



LE Brésil CARNAVAL DE L'OUBLI

soutient un bloco qui s'appelle « Les vampires ». Quant on connaît les mœurs des politiciens de la région, ça prête à sourire.

Le carnaval délire pendant 4 jours, mais s'organise pendant toute une année. Celui de 1976 à peine terminé, on se réunira pour le commenter, pour le fêter : les vainqueurs redéfilent à peine 8 jours après. Mais aussi pour préparer le suivant : choix du thème, du costume, etc. On fait de petites fêtes pour s'amuser et pour gagner de l'argent. A partir de décembre les réunions s'accroissent car les répétitions commencent : pour la bateria, pour l'organisation du défilé, la dernière touche aux déguisements, etc. En fait, on



« se chauffe », on se prépare pour l'explosion.

N'essayez pas de débarquer à Bahia la veille du carnaval vous en saisissez à peine quelques images de surface faciles à emmagasiner. La préparation est essentielle, elle tient à tous ces problèmes matériels du défilé, mais aussi à l'accumulation de toutes les tensions dont il s'agit de se libérer. Cette vie quotidienne qui ne se raconte pas et rend le carnaval « indispensable ». Comme une drogue.

Ce n'est pas d'un carnaval qu'il faudrait parler, mais de plusieurs qui se côtoient, se mêlent ou s'ignorent. Les blocos doivent

ainsi partager la rue avec « les trios électriques », camions surmontés de haut-parleurs sur lesquels prennent place une batterie et trois instruments à cordes électriques — d'où leur nom — : une basse, une guitare et le « cavaquinho », petit instrument brésilien à quatre cordes. Ce sont eux qui font le plus de bruit. Ils jouent une musique différente du samba. Les camions se promènent dans la ville entraînant des centaines de Brésiliens pris de légèreté et de folie qui sautent et gesticulent sans art mais avec hystérie. Personne n'arrive à rester immobile. Pour ne pas tomber, pour avancer, pour survivre, il faut sauter. C'est pour moi le carna-

val le plus insupportable, l'endroit où la fête remplit le plus aveuglément sa mission de soupape, où elle le fait sans génie, appuyée sur les moyens assourdissants de la technique moderne. Rien d'admirable, une gigantesque machine à devenir fou, à se vider, à oublier. Chaque année, les trios électriques ont plus de succès.

« Envoyez vite un œillet »

Le carnaval est abrutissement, mais il est aussi « fête » au sens le plus beau, le plus simple du terme. Sur la Praça da Sé, au pied de la cathédrale, les trottoirs sont occupés par de petites baraques en bois. Serrées les unes contre les autres, elles proposent quelques tables et quelques chaises sur lesquelles on peut boire de la bière. Pour grignoter il faut faire appel aux gamins qui circulent avec des petites brochettes enfilées sur des baguettes de bois ou à ces vieilles Bahianaises en costume traditionnel qui font frir devant vous des beignets de maïs qu'elles emplissent de crevettes, de « vatapa », de piment. La vraie cuisine du coin, la meilleure du pays.

Entre les tables et les tabourets, cloués à la hâte et que les éboueurs emporteront mercredi matin, un tout petit groupe de musiciens : un tam-tam, une caisse claire, une sourde (sorte de grosse caisse) et quatre boîtes de bière collées avec du « Scotch » et dans lesquelles on a mis des cailloux. Il y a des centaines de groupes comme ça dans la ville, qui jouent la vraie musique du peuple. Des copains, des gens qui ne se connaissent pas, se serrent autour des musiciens. Toute la nuit, ils chanteront les sambas les plus populaires. Au Brésil, tout le monde connaît les paroles des airs à succès. La musique est un vrai lien entre les gens. Pas étonnant que le gouvernement censure les chanteurs les plus contestataires, comme Chico Buarque, dont les paroles sont à chaque fois reprises par des millions de personnes. Quand il dit : « Tu as tué l'énorme euphorie, mais malgré toi, demain sera un jour nouveau », ou en parlant du Portugal : « Là-bas c'est le printemps, ici je suis malade, envoyez-moi vite un œillet », ou encore : « Nous allons faire un Portugal gigantesque », il a de quoi faire peur aux militaires.

Mardi soir, à la Taverne du Roi des Eaux, le petit orchestre improvisé fait danser sur 50 mètres à la ronde. Assis, les plus fatigués pensent avec tristesse au lendemain de travail. Peut-être même ne pensent-ils à rien si l'on en juge par le nombre imposant de bouteilles alignées sur la table. Les yeux se ferment, les épaules s'affaissent, et les maquillages coulent. Les travestis ne font même plus sourire. L'odeur d'urine et de bière est forte. Les dernières brochettes ont un goût un peu rance. Mais c'est pour moi le meilleur

De noire envoyé spécial

moment du carnaval. Simplement parce que la danse y est encore un art, un art qui enchante, un art populaire auquel tous participent, qui vit le temps de quelques pas, meurt pour renaître aussitôt, sous les pieds d'un autre. Un art dans lequel le génie compte, mais surtout la passion de danser. La chose du monde la mieux partagée, à Bahia. Ce n'est pas un hasard si presque tous ici sont noirs. Ce n'est pas une question de « don », mais parce que pour eux le samba n'est pas simplement l'oubli, il est aussi réalisation, expression.

La démocratie qu'on peut

« Tous frères dans la sueur ». Le Brésil a la démocratie qu'il peut. Le titre du grand journal de Bahia, qui annonçait le carnaval n'est même pas dérisoire. Il témoigne de la fonction essentielles attribuée à la fête par le gouvernement. Il faut abrutir les gens, les rendre heureux pour quelques heures, leur faire oublier les réalités de leur misère. En l'organisant pendant toute une année, on rend la fête plus présente, plus efficace. Et encore Bahia ce n'est rien à côté de Rio. Ici on trouve encore un carnaval du peuple, du moins peut-on le dire et faire illusion. A Rio, au contraire, il est devenu, outre une affaire politique, une affaire commerciale. Impossible pour le peuple de défiler avec ses écoles de samba, elles passent seules entre deux rangées de tribunes dont les places sont vendues fort cher. La police est là qui matraque dur. L'existence d'un concours, l'importance pour le gagner d'avoir de splendides costumes entraîne les écoles dans une spirale ascendante de dépenses et de compromissions. Une école de samba se gère maintenant comme une entreprise, adieu la culture populaire. Les hommes politiques interviennent quand ils sont en mal de publicité. Les Blancs riches viennent maintenant se montrer au détriment des Noirs qui restent dans leur bidonville.

Le plus grand mythe du Brésil, le plus faux est celui de l'entente raciale. Le pays du carnaval est aussi raciste que les autres. Pendant la fête, on ne voit jamais de groupes véritablement mixtes. Il y a toujours une dominante de couleur. Vous pouvez voir toutes les races au Brésil (même des Japonais qui sont 1 million) mais « chacun à sa place ». Les riches sont blancs, et les Noirs sont pauvres. Cela permet une sélection, « naturelle » en système capitaliste, fondée sur l'argent pour mieux masquer le problème racial. Mais les coiffures afro sont de plus en plus nombreuses, beaucoup de Noirs se disent d'Angola ou du Mozambique, certains apprennent le yoruba, langue africaine de leurs ancêtres. Un jeune médecin de Sain-Paul m'a dit : « Dans le Sud c'est beaucoup mieux, on est entre Blancs. » Je l'ai suivi dans un club une nuit de carnaval. Il n'y avait



que des Blancs, sauf bien entendu l'orchestre, les serveurs, certains flics et 2 ou 3 « mulatas » mulâtres un peu bronzées, mais particulièrement belles. Elles font partie du folklore qui se vend. Et puis « les Noirs, vous comprenez, il faut bien leur reconnaître la musique et le sexe ». J'ai vu plus d'un regard de haine pendant ce carnaval.

« Tout se termine le mercredi », dit un samba. C'est vrai. La vie reprend son rythme, les voitures occupent de nouveau la chaussée, l'air conditionné fonctionne dans les banques, les employés ont remis leur cravate. Je suis allé faire une visite aux Alagados, bidonvilles sur pilotis, construits sur les déjections des égouts de la ville. Les maisons sont en planches rafistolées. Je m'arrête près d'un enclos où jouent trois gosses. Déjà des privilégiés, car en 7 ans leur père a gagné 18 mètres sur l'eau. Aujourd'hui ils sont sur la terre ferme. La mère sort et me demande : « Vous voulez en emmener un ? » Elle est sérieuse, la prostitu-

tion des petites filles, la vente d'enfants, ça existe. Elle m'invite à entrer dans sa baraque : vieux frigidaire, télé (l'électricité est pompée de voisin en voisin) mais pas d'eau. Sur 10 m² vivent entassés le père, la mère et 10 enfants. Le père est maçon, il a parfois du travail, mais ce n'est pas régulier. Le carnaval ? « On n'a pas d'argent pour manger, comment pourrions-nous en dépenser pour nous amuser ? »

C'est beau le carnaval. Impossible de ne pas être pris. C'est la fête. Mais c'est aussi la dure expression de toutes les souffrances d'un peuple. Le mot le plus fréquent dans les sambas est « saudade » ou nostalgie. Regardez les photos : que de têtes tristes, grimaçantes. Il est une chanson de là-bas qui dit : « Celui qui veut aimer va devoir souffrir va devoir pleurer ». La souffrance et les larmes sont dans la vie même du peuple brésilien, comme le carnaval. Mais, sérieusement, peut-on aimer le carnaval ?

FRANCIS PISANI



Les favelas de Bahia.

Tortures en Uruguay

UN CAUCHEMAR PERMANENT

6 000 prisonniers politiques dans un pays de 2 800 000 habitants : la dictature uruguayenne est peut-être plus dure encore que celle de Pinochet. Arrivés au pouvoir en février 1973 par un coup d'Etat déguisé — ils se sont contentés de « mettre sous tutelle » le président Bordaberry consentant — les militaires ont transformé l'Uruguay en l'un des pires régimes du continent. La répression est multiforme. Aux emprisonnements, il faut ajouter tortures et exécutions sommaires appliquées à toutes les couches de la population. Le chômage, la malnutrition des enfants, l'insalubrité des hôpitaux, la misère grandissante est une autre répression telle que 500 000 à 700 000 Uruguayens ont émigré en 7 ans. Au niveau international les alliés privilégiés du régime sont entre autres, le Brésil, le Chili et la République sud-africaine.

Dans le cadre d'une campagne mondiale, à laquelle participent notamment le Conseil mondial des Eglises, le Tribunal Russel et la Fédération internationale des droits de l'Homme, Amnesty International nous a fait parvenir en priorité cette lettre d'un officier uruguayen dénonçant les tortures auxquelles il a assisté. Les photos ont été prises par lui-même. Bien entendu, le texte n'est pas signé, mais Amnesty International en garantit l'authenticité.

Je suis un officier de l'armée uruguayenne. Si j'ai pris la résolution, pour moi très importante d'écrire cette lettre, c'est pour un seul et unique motif : le dégoût que j'éprouve pour tout ce à quoi j'ai le malheur d'assister et, pire encore, dans quelques cas de participer. Je ne puis le supporter. Tout ce qui pour moi était fondamental, ma famille, ma carrière à laquelle j'ai donné les meilleures années de ma vie, mon pays qui est celui de mes parents et de mes grands-parents, s'est transformé et a changé de sens, en raison d'une répugnance croissante et intolérable en présence de tels faits.

Je sais que je cours un grand risque et que pour certains camarades cela constituera une trahison, mais personne ne peut me demander d'oublier ma foi chrétienne, mon respect de l'être humain.

Deux épreuves photographiques accompagnent dans cette lettre mes affirmations ; les deux ont été prises dans une des si nombreuses maisons particulières qui sont utilisées pour torturer, pour interroger les détenus politiques. Elles correspondent à deux genres de torture, l'une appelée « le drapeau » et l'autre « le chevalet ».

Les forces armées uruguayennes torturent et maltraitent systématiquement les détenus pour motifs politiques ou syndicaux. J'ai des centaines de preuves, de douloureuses expériences personnelles.

La photo du drapeau fut prise trois heures après que le détenu eut été suspendu, exposé sous un soleil de plus de 28°, et il est certain qu'il devait y rester encore de longues heures.

Il existe de nombreuses variantes de tortures et de caractère dégradant : le sous-marin (immersion jusqu'à l'asphyxie dans des cuves d'eau ou avec un sac de nylon, ou en combinant les deux procédés) ; je connais plusieurs cas de mort, y compris parmi les jeunes. L'encapuchonnement indéfini de tous les prisonniers, hommes et femmes, dénudés, sauvagement frappés, en les obligeant à satisfaire debout leurs nécessités physiologiques. Le chevalet consiste en une barre de métal réglable sur laquelle on les asseoit nus et menottes aux mains, durant des heures avec les pieds qui pendent.

Il existe diverses variantes de l'usage de l'électricité. La décharge appliquée jusqu'à la limite de la résistance (j'ai vu des prisonniers avec d'énormes inflammations et des infections de la prostate et des testicules). « Le téléphone » est l'application d'un câble électrique à chaque lobe de l'oreille. J'ai vu sélectionner les officiers et les sous-officiers les plus vigoureux pour punir les prisonniers avec des matraques, des récipients, des prises de karaté. Je peux affirmer que de tels traitements n'épargnent personne, qu'il existe des cas de brutalité maximale, et que pratiquement tous les prisonniers, sans distinction d'âge ni de sexe sont frappés et torturés. Des dizaines de prisonniers ont été transférés à l'hôpital militaire pour des fractures et des lésions. On est parvenu à un tel degré de sadisme que les médecins militaires supervisent les tortures.

Les femmes forment une catégorie à part : les officiers et les troupes commentent avec joie l'arrivée de jeunes détenues. Certains viennent même leurs jours de congé pour participer aux interrogatoires. J'ai assisté personnellement aux pires aberrations commises avec des femmes devant d'autres prisonniers par divers interrogateurs. Nombre de ces femmes sont détenues dans le seul but de connaître le refuge de leur mari, de leur père ou de leurs fils, ce qui signifie qu'elles ne sont l'objet d'aucune accusation.

Je pourrais continuer, mais je pense que pour provoquer un dégoût identique à celui que je ressens, cela suffit largement.

Ce traitement des détenus, j'en témoigne, s'applique presque n tout lieu, y compris dans des maisons particulières « expropriées » dans ce but. L'une d'elles se trouve dans l'allée O'Higgins, au 5515, et les voisins peuvent certifier qu'en dépit de la musique diffusée avec une amplitude majeure, on entend les cris déchirants des personnes torturées. Pratiquement on torture dans toutes les casernes, mais certaines se distinguent par leur férocité. Non seulement l'armée de terre torture mais aussi d'une façon égale et parfois pire, la police, la marine et l'armée de l'air.

Les violations de domicile font également partie de la barbarie. J'ai vu piller des maisons de façon sauvage, casser ce qui restait, se battre pour un téléviseur ou un autre objet. Et tout cela sous prétexte d'enlever aux communistes des bases de soutien.

Au début les interrogatoires étaient conduits par les officiers ou sous-officiers des services de



renseignement, mais cela fait pas mal de temps que nous sommes tous d'une façon ou d'une autre obligés d'y participer directement.

C'est pour cela que j'écris cette lettre et que je l'envoie à tous ceux susceptibles de faire quelque chose pour nous libérer de ce cauchemar, dont nous sommes tous prisonniers.

Cette lettre je l'adresse spécialement au Saint-Siège car seule m'a permis de supporter ce cauchemar ma foi profonde que tôt ou tard la justice de Dieu arrivera à mon pays.

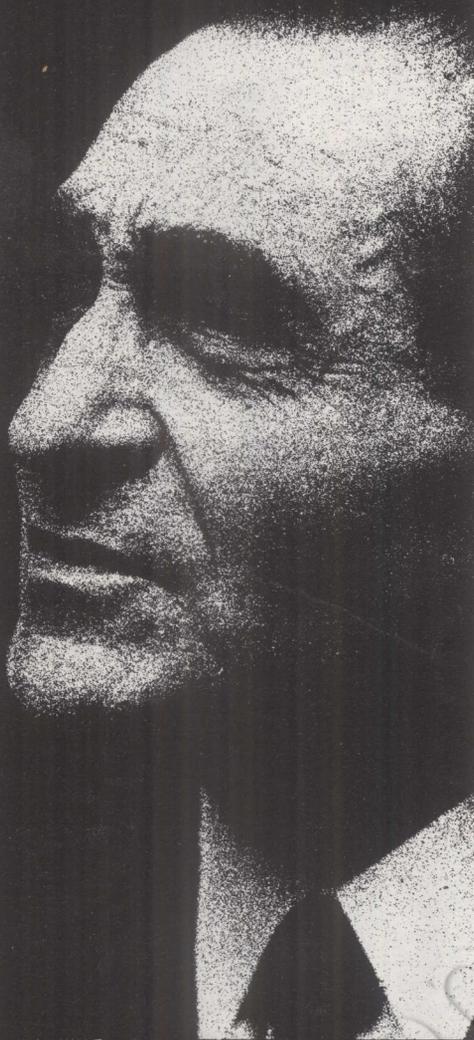
Un officier uruguayen.

● Ce dimanche, à 20 h 30 une soirée « Chants pour l'Uruguay » est organisée par Amnesty International à l'église Saint-Séverin à Paris. Des chanteurs uruguayens (José Carbajal, Sabalero et Marcos Velasquez) et chiliens (Osvaldo Rodríguez et Los Trabunches) y participeront. L'entrée sera libre, mais vous pourrez participer aux frais.

● La revue « America Press » vient de paraître avec, dans son numéro de mars, un dossier uruguayen, contenant entre autres une interview de Hugo Cores, dirigeant syndicaliste en exil.

● Il existe un Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay, dont l'adresse est 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

MENDÈS FRANCE



La vérité
guidait
leurs pas

"Un livre de Pierre Mendès-France,
c'est toujours plus qu'un livre."

Maurice Duverger - Le Monde

GALLIMARD

Afrique

LE BILLARD ANGOLAIS

Le sud du continent africain est en ébullition depuis la victoire militaire du M.p.l.a. en Angola. C'est maintenant la Rhodésie qui est visée. Et peut-être, indirectement, la République sud-africaine.

Tant que le fascisme portugais tenait solidement l'Angola et le Mozambique, tous les espoirs étaient permis aux partisans de l'apartheid. Les décisions de l'Onu et du Commonwealth étaient ouvertement bafouées et la Rhodésie de Ian Smith continuait à commercer avec ceux qui le souhaitaient, notamment en utilisant les voies ferrées et les ports du Mozambique. Les Etats-Unis, bien qu'ayant voté les sanctions contre le gouvernement de Salisbury, lui achetaient la quasi-totalité de sa production de nickel, en vertu d'un amendement sénatorial autorisant l'importation de certaines matières premières stratégiques de Rhodésie.

L'indépendance du Mozambique n'avait pratiquement rien changé à cet état de fait. Ce pays connaît des difficultés économiques considérables et importait notamment de Rhodésie une partie des céréales nécessaires à sa population. Il fallait au président Samora Machel affermir son pouvoir et s'assurer un concours international avant d'envisager une action contre le voisin rhodésien.

D'autre part, la crise angolaise lui imposait la prudence, tant que ne serait pas connu le vainqueur dans l'autre grand territoire libéré par la révolution portugaise.

Le président Machel n'a plus ces préoccupations. En particulier, il sait qu'il peut disposer du soutien économique et financier à la fois du Commonwealth — Grande-Bretagne comprise — et des Soviétiques. Dès qu'il eut annoncé sa décision de proclamer « l'état de guerre » avec la Rhodésie, le gouvernement de Londres a fait connaître son approbation, malgré les protestations de la fraction la plus réactionnaire du Parti conservateur. C'est que le gouvernement britannique continue à ne pas accepter de reconnaître le coup de force de Ian Smith, qui avait proclamé unilatéralement l'indépendance de la Rhodésie pour y maintenir un pouvoir minoritaire blanc. Juridiquement, la Rhodésie n'existe pas pour Londres.

Bien entendu, la réalité est plus nuancée. Le gouvernement britannique n'a pas rompu tous les ponts, dans l'espoir d'amener l'équipe Smith à négocier avec les représentants des nationalistes noirs de Rhodésie un accord qui tout en confiant à l'écrasante majorité noire la responsabilité du pouvoir, garantirait à la minorité blanche une situation

Grande-Bretagne : la surprise du chef

C'est jeudi prochain qu'on aura une idée — et encore ne sera-ce qu'à l'issue d'un simple premier tour de scrutin au sein du groupe parlementaire du Labour — du successeur de Harold Wilson à la tête du gouvernement britannique : « l'oncle Jim » Callaghan, ministre des Affaires étrangères ? Le ministre de l'Intérieur Roy Jenkins ? Ou encore le chancelier de l'Echiquier Denis Healey, qui a contre lui d'être cordialement détesté par la gauche du Parti — laquelle d'ailleurs a bien du mal, entre ses leaders (Tony Benn, Michael Foot...), à trouver un « partant » solide dans la course à Downing Street ?

C'est dire l'amertume avec laquelle bien des travaillistes déplorent la mauvaise surprise que leur a faite leur chef mardi en annonçant sa démission sans crier gare et sans avoir prévu sérieusement sa succession. Bien sûr qu'il ne manquait pas de raisons à tracer un bilan négatif des 2 années de navigation à l'estime qui furent celles du gouvernement Wilson. L'inflation ? En 2 années, le livre a perdu 20 % de sa valeur. Le chômage ? Le nombre des sans-emploi dépasse

toujours le million. L'Europe ? La valse-hésitation de Wilson a mécontenté à la fois ses partenaires étrangers et les camps opposés de son opinion publique. Le problème irlandais ? Pas l'ombre d'une solution en vue après l'échec d'une administration « sur place » de l'Irlande du Nord. Les relations avec les syndicats ? C'est le secteur où le gouvernement a marqué le plus de points (plafonnement des augmentations salariales accepté par le congrès des Trade Unions), mais de quel prix Wilson ne risquait-il pas de le payer à l'intérieur du Parti ?

Certes ce n'est pas la première fois que des forces centrifuges agitent la formation travailliste. Mais, aux désaccords fondamentaux des dernières années (nationalisation du pétrole de mer du Nord, Europe, politique des revenus...) s'ajoute désormais la façon dont Wilson est parti ; et le fossé va se creuser un peu plus entre la gauche et la droite du travaillisme. Qui pourra bien être capable maintenant, selon une vieille formule du Labour, de « galoper sur deux chevaux à la fois » ?



Dimanche à Sallsbury.

privilegiée. Ian Smith, qui a plus de fermeté que d'intelligence, a fait jusqu'ici obstacle à tout règlement sérieux. Le résultat de son entêtement est que le grand mouvement noir de Rhodésie, le Congrès national africain s'est divisé, la fraction dite intérieure acceptant de poursuivre les négociations, la fraction dite extérieure ayant choisi la lutte armée. Le ministre de la Défense de la Rhodésie vient de reconnaître que le Conseil national africain pouvait mettre désormais en ligne 6 000 guérilleros, dont un millier agissant déjà sur le territoire rhodésien.

Droit de suite

Depuis quelques semaines et selon un processus bien connu, les forces militaires du régime Smith se heurtaient à des guérilleros tout le long de la frontière du Mozambique. Finalement, au nom du droit de suite, des troupes rhodésiennes sont intervenues sur le territoire de l'ex-colonie portugaise, donnant au président Machel le motif pour proclamer un « état de guerre » qui n'a d'autre conséquence que de fermer les 1 600 km de frontières entre les deux pays. Le coup est très dur pour la Rhodésie, qui n'a pas de débouché sur la mer et qui ne peut plus envisager pour ses activités commerciales, qu'un long détour par la République sud-africaine. Il aurait pu l'être aussi pour le Mozambique, notamment privé des recettes de douanes et de transports que lui procuraient les importations et les exportations rhodésiennes, s'il n'avait obtenu des garanties internationales.

Il a donc fallu prendre de sévères mesures de restriction en Rhodésie. Ce qui ne peut représenter une solution durable. Celle-ci est politique et ne peut aboutir qu'à la reconnaissance de la réalité rhodésienne, c'est-à-dire à l'installation à Salisbury d'un pouvoir majoritaire et, par conséquent, noir.

Les voisins des deux pays en sont tous convaincus, pour des raisons différentes. Mais aucun ne paraît vouloir aller plus loin dans l'épreuve de force. Le gouvernement angolais d'Agostinho Neto, qui a besoin de faire disparaître les conséquences de la guerre civile et qui s'est empressé de se réconcilier avec ses voisins, y compris le Zaïre



Une école dans les bidonvilles.



Ian Smith et John Vorster.

pourtant soutien inconditionnel de ses adversaires, a fait démentir les propos belliqueux qu'on lui avait prêtés à l'encontre de la Rhodésie et de la République sud-africaine.

« L'avenir » de la Rhodésie

C'est qu'une grande partie de la solution politique dépend justement de cette dernière. Ce pays pratique, on le sait, un apartheid rigoureux qui lui vaut condamnation sur condamnation dans les instances internationales. Mais une fois encore la preuve est faite qu'on traite différemment les puissants et ceux qui ne le sont pas. Or la République sud-africaine est une puissance importante, qui assure notamment la plus grande partie de la production mondiale de l'or et qui dispose d'une armée dangereuse. Les condamnations restent donc platon-

ques, à commencer par celles du gouvernement français qui a fourni à celui de Pretoria une bonne partie de ses matériels militaires.

Le chef du gouvernement sud-africain, John Vorster, a donc pu conduire depuis plusieurs années une diplomatie active en direction des pays d'Afrique noire. La contrepartie qu'il a payée pour la prudence, sinon les complaisances, obtenues de ses interlocuteurs noirs, a été la promesse d'une pression permanente de sa part sur la Rhodésie rebelle. Bien que les résultats de cette pression aient été modestes, le tenace John Vorster n'a pas renoncé à faire céder le tenace Ian Smith. Le voici placé devant un choix significatif pour les gouvernements africains : prendra-t-il le relais du Mozambique pour l'écoulement du commerce rhodésien ? La République sud-africaine ajouterait alors une nouvelle pierre au contentieux qu'elle a avec ses voisins noirs et qui comprend notamment le maintien d'un régime d'occupation en Namibie (ex-territoire sous mandat onusien) et une intervention militaire non officielle dans le conflit angolais.

Il est probable que John Vorster est prêt depuis longtemps à sacrifier, dans les formes, l'expérience Smith sur l'autel de la tranquillité. Et il est évident que la Rhodésie « blanche » a son avenir derrière elle. Ce qui peut maintenant compliquer les choses, c'est l'intervention des grandes puissances notamment des Etats-Unis qui viennent de « mettre en garde » le gouvernement cubain contre une éventuelle intervention de troupes déjà si efficaces en Angola. Bien entendu, cette mise en garde s'adressait, par personne interposée, à l'U.r.s.s. qui a réussi en cinq ans à s'assurer en Afrique et dans l'Océan indien de solides soutiens.

La logique et le bon sens le plus court voudraient que dans l'immédiat la Rhodésie disparaisse en tant qu'Etat « blanc » et il est probable que cette logique et ce bon sens-là l'emportent dans un délai relativement bref. Pour autant ne sera pas réglé le problème de l'apartheid. Mais qui a envie de le régler vraiment, au niveau des gouvernements ? La justice ne fait pas toujours bon ménage avec la logique et le bon sens.

CLAUDE FUZIER

Enfants PRESERVÉS, PAS ORPHELINS

Le principe du « Relais » établissement créé par Luce Maire-Delcuzy est d'enlever les enfants de malades mentaux au foyer qui les détruit sans rompre le lien familial.

Le petit bourg de Saint-Symphorien, en Eure-et-Loir, abrite depuis 1961 le « Relais », un établissement original, unique en France, qui prend en charge 180 enfants dont les parents sont des éthyliques ou des malades mentaux.

« Il faudrait un « Relais » par département », affirme sa fondatrice, le Dr Maire-Delcuzy. Mais, en 1973, le très sérieux rapport Dupont-Fauville « Pour une réforme de l'aide sociale à l'enfance » le constatait déjà : « L'opinion publique est prompte à s'attendrir sur ces cas individuels lorsque l'actualité leur donne une publicité particulière, mais sa générosité tombe sous le double coup de l'oubli et de la supériorité systématique de l'intérêt individuel sur les sacrifices désintéressés. Pour un gouvernement, une réussite dans ces domaines n'est pas politiquement rentable : il est particulièrement difficile d'en donner les preuves chiffrées ou, en tout cas, objectives et incontestables ; la véritable réussite ne se juge qu'à terme et, en politique, il n'y a pas de biens d'usage durable ».

« Les gens ont peur de la maladie mentale. Alors, personne ne voulait s'occuper sérieusement et de façon spécifique de ces enfants-là. » L'histoire du « Relais » a commencé, pour Luce Maire-Delcuzy, dans les années 50. Elle avait, à cette époque, une consultation de psychiatrie infantile au dispensaire d'hygiène sociale d'Ivry.

Dans cette banlieue ouvrière où les taudis abondent encore, elle reçoit, un jour, quatre enfants qu'il faut envoyer « en garderie » à l'Assistance publique : la mère vient d'être internée en hôpital psychiatrique. Cette femme qui boit a fait une crise de violence, battant mari et enfants. Le rapport, dans sa relative sécheresse, est éloquent : « Le milieu est déplorable, le quartier sans joie ; usines, terrains vagues sur lesquels sont construites des cabanes en planches ; deux pièces, dans une de ces masures, constituent le logement-taudis de la famille. L'entourage n'est pas toujours recommandable et donne de mauvais conseils. Le père, brave homme, falot, sans autorité, est usé, malade et ne travaille plus depuis 1948. La mère présente une lourde hérédité psychopathique, éthylique et syphilitique, elle est obèse, sensuelle, excitée et jalouse. Quatre enfants vivent au foyer, l'aînée d'un autre lit, étant partie à 16 ans avec un ami ».

Et la misérable histoire continue : la mère sort de l'hôpital, enceinte. En 1952, elle se taillade les poignets avec un rasoir, veut se jeter dans la Seine avec son sixième enfant nouveau-né ; empêchée par un passant, elle erre toute une nuit avec l'enfant qui meurt d'une broncho-pneumonie. Un an plus tard, elle est à nouveau internée après une autre crise de violence due à son éthyliques. Les enfants sont à nouveau envoyés « en garderie ». Elle sort un an plus tard, enceinte encore. Elle reprend les enfants, mais son état ne s'améliore pas pour autant. Elle est hospi-



Le Pr Luce Maire-Delcuzy au « Relais ».

talisée en 1955 et 1956. Elle accouche d'un huitième enfant.

Parce qu'on tente de lui faire enlever cet enfant, elle part avec lui et, pendant 24 heures, elle erre de café en terrain vague : l'enfant est recueilli dans un état de misère physiologique grave. En 1957, nouvel internement. En 1959, elle est arrêtée pour vol, etc. En 1954, trois des enfants, débiles mentaux sont placés en institut médico-pédagogique. Un autre est épileptique, les crises ont redoublé lors des internements de la mère. Il a volé à plusieurs reprises et, à 14 ans, sa mère l'a repris pour qu'il travaille — et gagne la vie de ses parents.

Le Dr Maire-Delcuzy écrivait alors : « Dans cette famille, la déchéance de deux générations résulte déjà du manque d'établissements de soins adéquats et d'encadrement médico-social. Le père de cette malade était éthylique, un de ses frères délinquant, un autre hémiplégique, une sœur éthylique et déséquilibrée. Supporterons-nous de voir une troisième génération de meurtrier, elle aussi, sans assistance réelle ? Quatre enfants, les multiples internements de la mère, représentent un effort financier considérable dont on serait en droit d'espérer qu'un équipement médico-social adéquat le réduirait, tout en parvenant à de meilleurs résultats. »

Devant des centaines de cas de cette nature — en 1976, la situation n'est pas meilleure de l'aveu même de l'Aide sociale à l'enfance (Ase), tous plus tragiques les uns que les autres, Luce Maire-Delcuzy a créé « le Relais ». Le principe de cet établissement, s'il est d'enlever les enfants au foyer « qui les détruit », est aussi de ne pas couper le lien familial. Les enfants, après qu'ils ont été examinés par des médecins, et par une psychologue, après discussion avec les pa-

rents, sont placés dans des familles nourricières à 30 km à la ronde autour de Saint-Symphorien. Dans le village de Saint-Symphorien lui-même, une ancienne école qui appartenait à la direction d'action sociale d'Eure-et-Loir, constitue le cœur du « Relais ». Là travaillent trois médecins, dont deux pédopsychiatres et un psychiatre, 2 psychologues, 2 assistantes sociales, 3 éducatrices d'enfants de moins de 6 ans, une orthophoniste, une rééducatrice de psychomotricité et 2 infirmières.

La vieille école, joliment restaurée, abrite également quelques chambres pour les enfants qui viennent d'être admis et qu'on préfère surveiller avant de les confier à des nourrices. Les nourrices viendront, d'ailleurs, les chercher ici. Samedi, on attendait deux enfants laissés chez leur arrière-grand-mère par le juge des enfants parce que leur mère allait d'internement en internement. Un jour, l'amant de celle-ci, parce qu'elle voulait le quitter, s'est vengé en égorgeant la grand-mère et les trois enfants. La grand-mère est morte, une des enfants est depuis plus d'un mois en réanimation à Bretonneau. Les deux autres en sortent avec d'énormes cicatrices de part et d'autre du cou. A partir de là, il faudra renouer avec la mère.

En effet, les parents (30 % d'éthyliques, 70 % de malades mentaux) sont reçus au « Relais » une fois par mois environ, le dimanche entre 11 h du matin et 3 h de l'après-midi. Ils déjeunent avec les enfants, peuvent rencontrer les parents nourriciers, mais au « Relais » seulement. Si les enfants refusent de voir les parents, il n'est bien sûr pas question qu'ils les rencontrent, mais le lien est toujours maintenu : les assistantes sociales s'enquêtent de la situation des parents espérant toujours une amélioration qui permettra de ren-

dre les enfants. Les enfants ne sont d'ailleurs rendus qu'avec les plus grandes précautions, après des périodes d'essai que peuvent constituer naturellement les vacances.

Comme ces enfants sont tous parisiens, « le Relais » a son antenne dans la capitale, rue Thorel (2e), où les juges des enfants, les assistantes sociales et l'Aide sociale à l'enfance adressent ces cas difficiles en face desquels la Justice est complètement démunie. Démunie, d'abord, parce qu'elle ne peut proposer que des « actions éducatives en milieu ouvert », que le nombre de ses éducateurs est insuffisant et qu'ils ont bien peu de pouvoir et d'influence sur des malades mentaux. Qui plus est, si le juge des enfants, parce qu'il y a eu sévices, décide de placer l'enfant à l'A.s.e., l'action éducative en milieu ouvert s'interrompt et le juge perd tout contact avec la famille. Quant à la grosse machine de l'A.s.e., elle a d'autres tâches bien plus urgentes que de relancer les parents et s'intéresser à leur santé mentale.

Ainsi s'occupe-t-on d'une part des enfants, d'autre part des parents — laissés à la psychiatrie pour adultes — mais jamais globalement de la famille. « Enlever un enfant à sa famille sans s'occuper de la famille ne sert à rien, il n'y a aucun espoir que l'enfant puisse y revenir jamais », disent le Dr Maire-Delcuzy et ses collaborateurs. A Paris les mêmes médecins qu'à Saint-Symphorien reçoivent les parents, entre deux internements. Pour le médecin, le cas de l'enfant n'est plus abstrait, il s'étoffe de la connaissance du milieu familial.

« Le Relais » se veut aussi établissement de prévention, prévention de la maladie mentale. Luce Maire-Delcuzy, qui compare volontiers la maladie mentale à la tuberculose — « car si elle n'est pas contagieuse, elle est contaminatrice » — réclame des mesures de prévention et notamment en matière de crédits, comme celles qu'on a mises en œuvre au profit de la lutte contre la tuberculose.

« Nous n'avons pas de crédits pour la prévention, alors que nous en avons pour les soins », répond l'administration à l'argument des responsables du « Relais », qui font remarquer qu'une journée de prévention coûte 35 F, alors qu'une journée d'hôpital en coûte 330 F. Mais, au-delà de l'aspect financier, « le Relais » gêne l'administration parce qu'il n'entre pas dans « les structures » : il est à la fois établissement de prévention et de soins, il mêle la psychiatrie des adultes à la pédopsychiatrie. Il est conventionné par l'Hygiène mentale et reçoit une subvention de la Direction de l'action sanitaire et sociale (Dass) de Paris. Son siège est à Saint-Symphorien, mais le dispensaire de la capitale est indispensable. De plus, « le Relais » est une association privée régie par la loi de 1901. En 1961, en effet, le directeur de la Dass de la Seine, à qui Luce Maire-Delcuzy s'était ouverte de son projet de créer une structure d'accueil particulière pour les enfants de malades mentaux, avait conseillé : « Faites une association privée, sinon il faudra des années pour faire aboutir ce projet ».

De toute façon, « le Relais » dérange, même s'il n'est pas question pour l'administration qu'il disparaisse. D'ailleurs, la réussite est là : « Nous faisons, d'enfants particulièrement traumatisés, des hommes équilibrés. » Certains de ces enfants, dont la famille naturelle a disparu ou qui y ont choisi leur famille nourricière, sont restés en Eure-et-Loir, d'autres ont retrouvé leur famille naturelle. Mais tous ont échappé à la contamination de la maladie mentale, aux sévices corporels et mentaux, sans jamais se sentir des orphelins.

EMMANUELE PLAS

Cinéma TAVERNIER LE POLEMISTE

Si vous voulez faire des films excitants, tirez-les de la première page des journaux et de l'Histoire de votre pays », disait le producteur américain Dary Zanuck. Depuis son premier film, Bertrand Tavernier a fait sien cette définition. Après avoir fait d'un roman de Simenon (« L'horloger de Saint-Paul ») l'histoire d'un bourgeois lyonnais faisant cause commune avec son fils gauchiste coupable d'avoir tué un flic d'usine, il a conjugué le passé au présent, en faisant « des films historiques qui prennent des risques avec l'Histoire ».

Dans « Que la fête commence », il filmait l'époque de la Régence comme un cameraman d'actualités : la Cour aurait pu être en complets vestons et mini-jupes ; et la politique royale montrait bien à la politique d'aujourd'hui que l'Histoire est un éternel recommencement. Avec « Le juge et l'assassin », il touche du doigt, par le biais d'une reconstitution de la fin du XIX^e siècle, une affaire qui vient de transformer la France en peloton d'exécution. Et à l'heure même où deux ministres d'Etat, les moralistes du « Parisien libéré » et une foule indistincte réclament à grands cris la tête d'un tueur d'enfant, il arrive à point nommé pour plaider crânement contre la peine de mort.

C'est dans les tiroirs de ses scénaristes préférés, Jean Aurenche et Pierre Bost (qui vient de mourir), que Bertrand Tavernier a déniché cette histoire tirée d'un fait divers : l'affaire Vacher.

Vers 1893, un ex-sergent d'infanterie devenu vagabond avait tenté de tuer une jeune fille qui ne voulait pas l'épouser. Puis, malade et désespéré, il avait assassiné et violé une douzaine de bergers et de bergères. Illuminé, cet éventreur ignoble se prenait pour Jeanne d'Arc et Ravachol à la fois.

Un notable fourbe et ambitieux, le juge

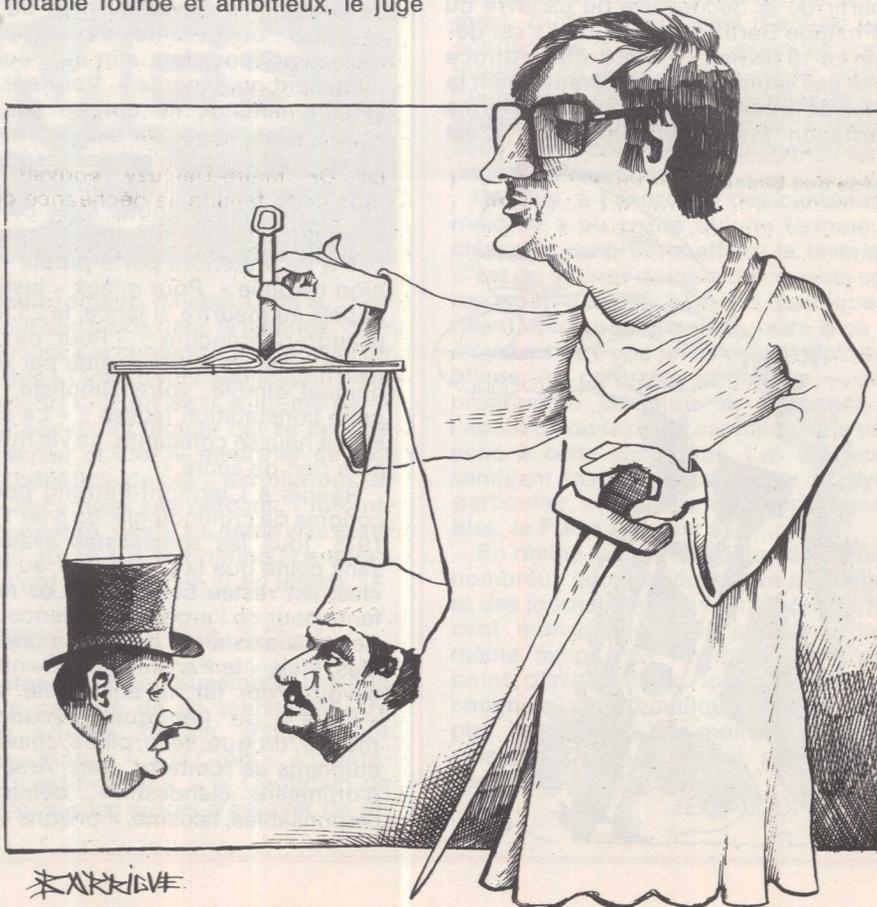
Rousseau, s'est juré que le monstre tomberait entre ses mains. Il le traque... avec succès. Et entraîne l'assassin, pourtant rusé, dans une indigne machination. Le juge Rousseau n'a que faire de la routine, des témoins, des avocats : avec l'aide de l'opinion, de la presse, de la médecine et en se servant de chantage, de pressions et de mensonges, il mène quasiment sa victime, sans lui laisser une seule chance, au châtiement suprême.

Pendant que ce magistrat antisémite, antidreyfusard et anti-ouvriers (« la racaille ») s'acharne à faire condamner ce fou coupable de « savoir qu'il est fou », des centaines d'enfants mourraient dans les mines et des ouvriers grévistes étaient victimes de la répression armée qui n'en finissait pas de vouloir enterrer la Commune.

Tavernier, à qui certains reprochent le « déroulédisme de gauche » de la dernière scène, où des manifestants de l'aube du socialisme défilent en chantant la Commune, ne paierait là, en ce cas, que la passion qu'il a mise à situer son récit dans son contexte : celui d'une France où « les pauvres n'ont aucune chance ». Voilà un film politique qui met en cause avec une insolence salutaire la Justice de classe. Et la question posée par Tavernier le polémiste est subversive : l'assassin n'est-il pas, à sa façon, innocent ; et le juge, à la sienne, coupable ?

En retrouvant dans ce troisième film les qualités qui ont fait le succès des films précédents de Bertrand Tavernier, on ne peut manquer de saluer la performance de Michel Galabru, fantastique assassin, et la merveilleuse santé de ce jeune réalisateur bouillonnant qui, par bien des côtés, peut rappeler Jean Renoir.

JEAN-LUC DOUIN



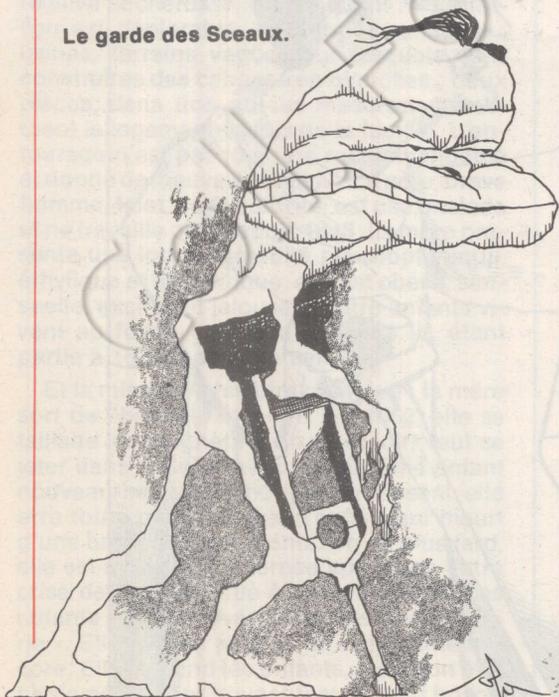
*ARRIVÉE

La cour d'assises d'Aix-en-Provence devait se prononcer le 10 mars sur la culpabilité de Christian Ranucci, jugé pour le meurtre d'une petite fille. Ranucci n'a pas eu de chance : le procès s'est déroulé dans une atmosphère pesante, le crime de Troyes, présent à tous les esprits, remontant à quelques semaines à peine... Ranucci « joue sa tête », avait titré un quotidien local. Ranucci a perdu. Malgré le doute qui subsistait, les jurés ont préféré la mort à la perpétuité. Leur décision est l'aboutissement logique d'une campagne hystérique en faveur de la peine de mort à laquelle la presse, écrite et audiovisuelle, a pris une grande part. Les d'Ormesson, Max Clos, René Barjavel, Jean Dutourd, Michel Droit, Roger Gicquel et leurs émules ont figuré au « hit parade » de cette campagne, mais la médaille vermeil, couleur de sang, revient au « Parisien libéré ».

La loi voudrait, en principe, que tout accusé soit présumé innocent tant qu'il n'a pas été jugé, dans l'indépendance et le climat de sérénité indispensables à une véritable justice. L'opinion, bien entendu, a le droit d'être informée. Complètement, s'entend... Pour désigner un prévenu ou un inculpé, les journalistes ont le choix entre les deux qualités précitées, ou le nom de celui-ci. A la limite, ils peuvent parler de meurtrier présumé quand le doute paraît bien mince, comme c'est le cas pour Patrick Henry à Troyes. Les journalistes britanniques respectent ces règles à la lettre. Mais leurs collègues français et ceux du « Parisien libéré » en particulier ont peu d'égards pour leur déontologie. Ainsi, comment « le Parisien » désigne-t-il Patrick Henry ? Il oscille entre « le Monstre » et « le monstrueux assassin ». Déjà, le lecteur est mis en condition.

A partir de la découverte du cadavre du petit Philippe Bertrand, ce journal s'est déchaîné. Le 19 février : « Cette affaire atroce ne pose pas seulement et impérativement la question de la peine de mort, qu'une réforme en gestation prétendait supprimer. C'est

Le garde des Sceaux.



toute la « libéralisation » qui est en cause et singulièrement, en l'espèce, deux dispositions qui ont favorisé le criminel et, peut-être, coûté la vie à l'enfant : le délai de garde à vue [que le « Parisien », toujours soucieux des libertés, prône d'allonger] et la suppression de la fiche d'hôtel » (?) Bien entendu, rien ne prouve que ces dispositions aient joué le moindre rôle dans la mort de Philippe. En revanche, certaines erreurs policières ont pu être relevées. Le « Parisien » les a bien vite — trop vite, même — balayées. Le 20 février, il revient à la charge... « On ne voudrait pas être à la place du maître du barreau qui acceptera de défendre cette cause indéfendable »... Car pour le journal d'Emilien Amaury, la seule solution acceptable semble résider dans l'exécution rapide, sinon sommaire, de cet inculpé, sur lequel on ne sait pourtant pas grand-chose et dont on ignore, en particulier, comment il a commis le crime — s'il l'a bien commis — et s'il a agi seul.

« La France a peur »

Comment comprendre cette soif de sang du « Parisien libéré » ? Son ton sans retenue, sans pudeur, fait penser à la fébrilité des drogués en état de manque, pour lesquels ce même « journal » n'a, par ailleurs, aucune pitié. Il faut lire l'angoisse du rédacteur anonyme (toujours anonyme) lorsqu'il pense qu'Henry pourrait échapper à la guillotine. Le 20 février, il s'insurge contre ceux qui parlent de malheur. Car « le malheur, ça se subit, ça ne se condamne pas, ça ne s'exécute pas ! » Exécution : le mot est lâché, une fois de plus. Mêmes protestations, le 3 mars, lorsqu'il est question de transférer Henry à Paris, aux fins d'expertise mentale. Cela confirme, dit-il, « ce contre quoi nous nous sommes élevés au nom de l'opinion révoltée : on va tenter de faire passer Patrick Henry pour fou, afin qu'il échappe au châtement qu'il mérite ». Pourtant, si Henry est un monstre, ne doit-on pas, pour le moins, s'interroger sur son état mental ? Et s'il se révélait qu'il n'est pas responsable de ses actes, devrait-il, malgré tout, être exécuté ? Non, sans doute. Mais ce n'est pas l'avis du « Guillotin déchaîné », qui n'hésite pas à se prétendre porte-parole « de l'opinion révoltée ». Pour mieux « justifier » ses appels au meurtre, il lance, le 25 février, un pseudo-référendum : « Pour ou contre la peine de mort ». Il le justifie par un raisonnement simple, voire simpliste, basé sur cette constatation fautive : « La criminalité est en hausse constante. La vie humaine n'a plus rien de sacré ».

Réunis à Clermont-Ferrand pour le 15e congrès de criminologie, du 5 au 11 octobre 1975, tous les spécialistes avaient admis sans peine que la criminalité, au fil des siècles, est restée constante. Les rapt d'enfants pour de l'argent, la violence à la sortie des bals existaient déjà il y a plusieurs siècles. Mais « le Parisien libéré » ne veut rien savoir. Pour lui, la criminalité augmente. « Folie » de l'époque, décadence des mœurs, drogue, sexe, pilule, cheveux longs, étudiants de Nanterre, Juifs, Arabes, « chef d'orchestre clandestin », démission des responsables, laxisme, « prisons 4 étoiles »,

politisation, programme commun semblent également concourir au trouble profond d'Amaury. Et, par projection, il y décèle une menace pour la sécurité des autres. Sans s'inquiéter de jamais les informer sérieusement sur certaines de leurs préoccupations comme le chômage, l'inflation, les causes profondes des accidents du travail... ou les raisons pour lesquelles le même Amaury a lockouté ses ouvriers du Livre depuis plus d'un an.

Conditionnés comme ils le sont, les lecteurs de cette feuille ont peu de chances de rejeter, à travers le « référendum » du « Parisien », la peine de mort quotidiennement vantée dans ses colonnes. La présentation du questionnaire se terminant ainsi : « Que faire contre cette vague de criminalité aveugle et bestiale ? Lui opposer la bonne parole, en partant du principe que presque tous les bandits sont « récupérables », ou remettre en usage la peine capitale dont on n'use presque plus ? » De telles questions comprennent implicitement leurs réponses. Des prises de position de personnalités, dont celle du général Massu, favorable à la mort par l'électricité — par fidélité à la gégène, probablement ! — se sont succédées dans ce « journal » pour mieux lui permettre de réclamer la guillotine à tout bout de champ. Elle n'a pourtant jamais cessé d'être utilisable et utilisée. Mais pas assez souvent, soupire « le Parisien »... Bien sûr, il dénonce — le 26 février — « ceux qui ambitionnent de transformer le monstrueux assassin... en victime de la société ». Ce sont les mêmes, s'indigne-t-il, qui luttent pour l'abolition de la peine de mort. Pour un peu, finirait-on par comprendre, abolitionnistes et assassins, tout ça c'est rouge bonnet et bonnet rouge.

Si ses méthodes, ses insinuations, son insistance, ses mensonges et ses excès sont les plus répugnants, « le Parisien libéré » n'a malheureusement pas été isolé dans cette campagne de haine. Comme l'a relevé le Mouvement d'action judiciaire, elle a été « l'exutoire collectif d'une société en crise, divisée et provisoirement réunifiée dans la chasse au crime ».

Ainsi s'explique sans doute la passion de la droite dans cette sinistre affaire dès la découverte, le 18 février, du cadavre de Philippe Bertrand. Le soir même, aux actualités de T.f. 1, Roger Gicquel lance, d'un ton lugubre : « La France a peur ». Le lendemain, dans « l'Aurore », Jean Laborde parle du « meurtrier cynique et inconscient que le remords ne semble même pas effleurer ». Il ajoute : « La justice n'est pas un plat qui se mange froid ». Le 18 février, « l'Aurore » interroge : « On a pu trouver un soupçon de circonstances atténuantes à Bruno T. (le mineur condamné à mort et grâcié par Valéry Giscard d'Estaing)... Mais de quelle amorce de justification, de quel embryon de circonstances atténuantes pourra se prévaloir Patrick Henry ? » D'aucun, naturellement, semble affirmer l'auteur, qui ne sait qu'une chose : Henry vient d'être inculpé. Par avance, toute atténuation de responsabilité lui est pourtant refusée.

Vicieusement, Jean d'Ormesson fait mine de s'interroger dans « le Figaro » du 19 février : « Je me demande si, aujourd'hui, le



ASSASSINS ANONYMES AND CO

courage, le respect de l'assassin lui-même, la vraie générosité n'exigent pas, à la fois, le pardon et la mort ». C'est peut-être théâtral ou littéraire, mais la Justice ne se confond pas avec de telles attitudes. Aux débats des lecteurs de « la Croix », du « Quotidien de Paris », de « Libération », « le Figaro » oppose les siens... providentiellement unanimes. Après avoir évoqué leur colère, leur indignation et leur répulsion, il commente : « Chacun dénonce le crime prémédité et demande qu'une justice prompt soit rendue. » Il semble favorable à une pétition nationale pour porter « un coup d'arrêt décisif à cette tragique escalade : le rapt d'enfants avec demande de rançon ». Gilbert Cesbron lui-même qu'on a connu plus généreux parfois, apporte son concours au quotidien du Rond-Point.

Porte-parole de ce qu'en d'autres lieux « Libération » a justement ressenti comme

le fascisme ordinaire, Michel Droit a, bien sûr, mis tout son poids dans la balance. Présent le 10 mars à la conférence de presse de l'impitoyable « Ligue pour l'application de la peine de mort », il fut égal à lui-même. Il évoque le cas d'une femme qui se déclare prête à traquer et tuer le meurtrier de son enfant s'il bénéficie de ces « permissions de détente » accordées aux détenus. Profond, Droit commentait : « Ce ne serait pas cette femme qui aurait tué le criminel, ce serait ceux qui l'ont laissé en vie et en liberté ! »

L'exemple d'en haut

Bien entendu, et heureusement, toute la presse n'a pas été de ce tonneau-là. De nombreux articles, débats, tribunes ont permis au « Monde », « la Croix », « Libération », « Ouest-France », « le Quotidien de Paris » et quelques autres d'essayer de re-

dresser la barre. Mais ils n'avaient pas que des confrères contre eux. Et c'est bien le plus grave. Que les hommes politiques de la majorité n'aient pas été les derniers à crier : « A mort ! » n'est pas pour nous étonner. Cela n'empêche pas de déplorer l'attitude de Germain Sprauer, député U.d.r. d'Alsace, qui a réclamé la création d'une « procédure criminelle d'urgence ». Peut-être pour renchérir, Jean Kiffer, député « réformateur » de Metz, décidait de déposer une proposition de loi pour « l'application immédiate de la peine de mort en cas de rapt d'enfants ou de prise d'otages ».

Sans doute se sentaient-ils soutenus de haut. Robert Galley, ministre de l'Équipement et maire de Troyes n'avait-il pas déclaré : « La population sera unanime avec moi pour réclamer un châtement exemplaire ». Sans qu'elle soit pour autant excusable, la réaction du maire de Troyes n'est rien pourtant comparée aux déclarations inadmissibles de Jean Lecanuet et de Michel Poniatowski. Au mépris de leurs fonctions et plus encore de l'indépendance du judiciaire, l'un et l'autre n'ont pas hésité à réclamer la mort dès que Patrick Henry fut inculpé. Le ministre de l'Intérieur crut bon d'expliquer, sur R.t.l. : « Ce qu'il y a d'affreux, c'est que ce crime a été entièrement prémédité, longtemps à l'avance... Si j'étais juré, je vous dirais que je prononcerais certainement la peine de mort, car c'est un crime exceptionnel et impardonnable. Pour la valeur de l'exemple, car je crois à l'exemplarité de la peine ». Beaucoup plus disert qu'à l'issue d'un soir de cantonales, Poniatowski aurait mieux fait de se taire. Rien, et surtout pas son titre, ne l'autorisait à parler de crime exceptionnel et impardonnable. Quant à l'exemplarité de la peine, les spécialistes connaissent le peu de valeur de cet argument. Buffet et Bontems n'ont-ils pas été condamnés à mort et exécutés, pour le meurtre de leurs otages de la prison de Clairvaux — par la cour d'assises de Troyes, justement ? En fait, l'occasion était trop belle pour Poniatowski d'alimenter sa campagne sur la « sécurité ».

De plus, à l'approche des cantonales, la majorité a pu croire qu'une fermeté infléchissable dans cette affaire la favoriserait. C'est du moins l'opinion de certains confrères pour qui ces hommes politiques auraient, démagogiquement, cédé à ce qu'ils croyaient être une pression de l'opinion publique. Au contraire, la gauche — dont le programme commun se prononce pour l'abolition de la peine capitale — n'a pas fait écho à cette campagne. Les électeurs ne semblent pas l'avoir désavouée. A Troyes, en particulier, où 3 cantons étaient renouvelables, le P.s. a eu deux élus.

En réalité, par un subtil jeu de miroirs, de nombreux hommes politiques de la majorité et des journalistes du même bord s'influencent mutuellement. Ils agissent, dans le même temps, sur l'opinion. Mais pas au point d'avoir raison lorsqu'ils la croient, comme eux, systématiquement favorable au pire. Il n'en reste pas moins que Ranucci a « perdu ». A cause de lui, sûrement, mais aussi à cause d'eux.

JEAN-LOUP REVERIER



changer la vie culturelle

Musique NOTRE COMTE EST BON

On l'a réentendu dimanche à la télévision dans un film de Jerry Lewis et il constitue l'un des atouts du « Shérif est en prison » de Mel Brooks : le grand orchestre de Count Basie traverse à merveille les décennies — à preuve ce qu'il vient d'enregistrer à Los Angeles il y a quelques mois (disque Pablo 2310-756) avec un tout neuf orchestrateur, Sam Nestico. Et une section de trompettes, une rythmique aussi inexorable que quand il soutenait le fameux « Every day » de son réjouissant chanteur Joe Williams (Verve 2304-271) ou Sammy Davis Jr : jamais le vocaliste « nègre, juif et borgne » n'a été aussi bon qu'ainsi accompagné (M.g.m. 2315-219). L'arrangeur, il est vrai, se nomme là Quincy Jones et a signé avec Neal Haldi les orchestrations des chefs-d'œuvre des années 50 de cette formidable machine à rythme qu'on retrouve tous dans un double album Roulette (D.p. 25) ; ou — avec « Lil' Darlin », qui fut naguère l'indicateur matinal de Pierre Bouteiller à la radio — dans le E = MC 2 du Comte (Vogue 56012, diffusé par le Club socialiste du disque).

Festival ART CONTEMPORAIN A ROYAN

Commencé lundi dernier, le 13e Festival international d'art contemporain de Royan se poursuivra jusqu'au 3 avril. La semaine d'animation, intitulée « Troubadours et jongleurs de l'an 1000 à nos jours », va connaître son apothéose ce vendredi soir, au Casino de Royan, en rassemblant dans un même spectacle le jongleur Charlie Barello, les chanteurs occitans-français Henri Gougaud et Jean-Pau Verdier, le chanteur égyptien Mohamed Hamam, le Cuarteto Cedron, un spectacle de Dario Fo et les danseurs du Théâtre du Silence.

Action culturelle AUX ARMES COMEDIENS

« La coupe est pleine » : la Fédération nationale des syndicats du Spectacle, de l'Audiovisuel et de l'Action culturelle (C.g.t.) n'a pas mâché ses mots en annonçant une « grève générale de 24 heures » pour le 8 avril prochain. Depuis les actions entamées en réponse aux paroles menaçantes de Druon contre les artistes, on n'avait pas vu pareille unanimité. Il est vrai que la gravité de la situation appelle une riposte d'importance. Les professions concernées (comédiens, musiciens, danseurs, auteurs, cadres administratifs, techniciens, employés et ouvriers) comptabilisent près de 50 000 personnes... dont plus de 50 % sont actuellement au chômage. Autant préciser aussi que les salaires et les conditions de travail de ceux qui ont encore un emploi se détériorent. Et comme, dans le secteur subventionné par le secrétariat d'Etat à la Culture, les budgets sont actuellement inconnus ou

en régression, il faut s'attendre à une nouvelle vague de licenciements. La Fédération du Spectacle dénonce également la volonté du Pouvoir de « municipaliser » (c'est-à-dire de se décharger sur les communes des charges qui incombent normalement à l'Etat), l'asphyxie progressive et systématique des établissements culturels par l'entretien de la pauvreté et la politique d'assassinat des maisons de la Culture. Surenchère verbale, va souffler le sous-ministre Michel Guy. Menteur, pourra-t-on lui répondre aisément. Et voici la preuve du mensonge : quand il proteste de ses bonnes intentions le secrétaire d'Etat se moque du monde... puisqu'on vient d'apprendre qu'il a l'intention de soumettre les subventions de l'Etat à la règle de la T.v.a. ! Autrement dit, l'Etat va désormais reprendre d'une main aux entreprises culturelles ce qu'il leur donne de l'autre. Au moment où le projet de budget culturel 1976 va venir devant les parlementaires, les syndicats professionnels ont raison de tirer la sonnette d'alarme : aux armes comédiens !

Animation POUR LES DEUX-PORTES

A la M.j.c. du 46, rue Laumière (Paris 20e), le Théâtre des Deux-Portes présente du 26 fé-

vrier au 28 mars (tous les soirs à 20 h 30 sauf mardi et mercredi et le dimanche à 16 heures) le Groupe Organon jouant « Le chant du facteur » d'après Nazim Hikmet ; 4 voix d'ailleurs : le mardi 23 mars, à 20 h 30, Francis Bebe (Cameroun), à 22 h les Moun'Kika (folklore antillais) ; le mercredi 24 mars, à 20 h 30, le Théâtre Témoin avec « Délire lucide », textes d'Afrique Noire. Animation foyer : le samedi 14 mars, à 21 h, en prélude à la semaine Chanson Belloc, Berdou, Costa, accompagnées par Polo et Fabrice.

Ce programme est un programme de soutien contre la décision du Conseil de Paris qui a condamné la M.j.c. - Théâtre des Deux-Portes à être expulsée de ses locaux le 1er janvier 1976. Devant cette décision et l'absence de garantie quant à la continuité de toutes les activités de la M.j.c. et le réemploi de

l'ensemble de son personnel, le conseil d'administration de la M.j.c. a décidé de ne pas rendre les clés.

Livres PLAIDOYER POUR JEAN-PIERRE

La relaxe du jeune Jean-Pierre a été récemment confirmée par la Cour d'Appel de Paris. Cette relaxe s'imposait. La lecture du plaidoyer de Jacques Duquesne, « Le cas Jean-Pierre. L'Affaire de Bruay » (Stock 2), ne laisse aucun doute à ce sujet.

Ce livre met en relief les erreurs et les insuffisances de l'enquête policière et de l'instruction. Des policiers uniquement préoccupés d'extorquer des aveux, même s'il sont contredits par les faits, une Justice plus prompte à secourir un notaire qu'à comprendre un adolescent qu'elle contribua à perdre, le tout sur fond de passion de l'opinion, telle fut l'affaire de Bruay. Des pistes ont été négligées qui permettent de douter maintenant que la Justice mette jamais la main sur l'assassin de Brigitte Dewèvre, malgré la nouvelle plainte contre « X » déposée par ses parents.

Exposition INVITATION AU VOYAGE

Garouste expose. Ses peintures sont à la Galerie Olivetti (91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 8e). Un artiste de plus dirait-on ; non, car Garouste a un avantage sur la plupart des plasticiens : sa peinture ne nécessite aucune traduction, aucun grand discours théorique préalable, aucune connaissance de l'histoire de l'art. Tout dans sa peinture respire la Méditerranée sans jamais la nommer et le soleil sans jamais le montrer. N'importe laquelle de ses toiles n'est que cela : un palais de couleurs intenses placé dans un grand bain lumineux. Abstrait, Garouste ? Alors c'est que tout rayon de soleil le serait aussi !

Festival des Arts traditionnels

BABEL A RENNES

De notre envoyé spécial.

« Les Orientaux appellent musique ce que nous nommons charivari... Le peuple chinois chante comme les chiens aboient, comme les chats vomissent quand ils ont avalé une arrête. » Ainsi s'exprimait un critique musical du XIXe siècle après avoir assisté, lors de l'Exposition universelle de Londres, en 1851, à un concert de musique chinoise. Le critique se nommait Hector Berlioz. Etrange Berlioz ! Que n'est-il revenu — son fantôme s'entend — ces temps derniers, faire un petit séjour en la ville de Rennes ! A l'occasion du 3e Festival des arts traditionnels, il aurait pu y effectuer une nouvelle descente dans ce qu'il a nommé « les ténèbres les plus profondes de la barbarie »...

Après tout, Berlioz n'était que la caricature de cet « impérialisme culturel » que l'Occident s'est longtemps cru obligé d'imposer, dans lequel il se complait encore quand certains sourient de « ces danses nègres » ou s'évertuent à confondre avec un mépris appliqué exotisme, folklore, tourisme et arts traditionnels. Ces sauvages n'ont rien à nous apprendre, c'est bien connu ! Tel n'est, évidemment, pas l'avis de Chérif Khaznadar, directeur de la Maison de la Culture de Rennes et fondateur du Festival des arts traditionnels : « Longtemps a prédominé la croyance que le « théâtre » n'existait pas dans les anciennes colonies qu'on appelle aujourd'hui pays du tiers monde, que cet art devait ses lettres de noblesse à Shakespeare, Molière, Calderon. Au début de ce siècle, pourtant, Brecht et Artaud ont prouvé à l'occasion que des valeurs nouvelles pouvaient venir de l'Orient ; et l'on découvre, et l'on découvre encore, des théâtres en Asie, en Afrique, en Amérique latine. Des théâtres qui ne sont pas seulement l'imitation tardive du jeu sur les scènes occidentales, mais qui ont leurs règles, leurs formes, leur identité. Depuis 1974, nous nous sommes attachés à faire découvrir quelques-unes de ces identités culturelles. Nous avons voulu que notre Festival soit le creuset, le point de rencontre de civilisations qui ont su, à travers leur histoire, conserver leur personnalité... Etant bien entendu que l'expression culturelle de ces civilisations ne saurait être uniquement théâtrale et qu'il nous faut faire place au chant, à la danse, aux arts plastiques... »

Mais n'y a-t-il pas aussi des identités et des formes culturelles longtemps méprisées en Europe même ? « C'est vrai, avoue Chérif Khasnadar, nous avons réalisé que l'Europe possède des traditions qui ont survécu et dont certaines nous viennent de la plus haute Antiquité. Elles sont partie prenante du Festival ». La première édition du Festival des arts traditionnels, en 1974, fut à l'image de cette analyse ; on put y découvrir, dans le désordre : des danseurs du Brésil (les Capoeiras), des

chanteurs-percussionnistes-danseurs du Ghana (le groupe Oboadé), la kenâ d'Una Ramos, le santour (une sorte de cithare) de l'Iranien Malek Hossein, le oud (l'ancêtre du luth) de l'Irakien Munir Bachir.

En 1975, le Festival a apporté sa moisson de nouvelles découvertes : les frères Balfas, des Cajuns de la Louisiane, venaient pour la première fois en France ; les musiciens, danseurs et comédiens du Wayang Wong de Bali quittaient la cour du temple du village de Telepud pour donner, dans la salle Jean-Vilar de la M.c. de Rennes, un long passage du « Ramayana », poème épique commun à tous les peuples d'Extrême-Orient ; l'ensemble de Bagdad, ses quatre musiciens et son chanteur succédaient à la troupe japonaise Tayoo No Te, les musiciens classiques arabes de l'Ensemble Takt aux chants populaires irakiens de l'Ensemble Rifi ; au théâtre d'ombres venu de Java a répondu une soirée de chants et danseurs de l'Argoat ; ce jour-là les trois vieilles et émouvantes sœurs Goadec étaient de la fête et tout s'est terminé par un fest-noz breton !

1976 aura été l'année de la croissance : 15 jours de festival — au lieu d'une semaine précédemment — et 35 spectacles. Impossible de tout voir. Impossible de tout dire. Si l'on parle de musique celtique, il faut souligner qu'en trois soirées se sont confrontés des groupes bretons et gallois, écossais et irlandais, et une fabuleuse chanteuse des Cornouailles : Brenda Wootton. Si l'on parle de marionnettes, il faut citer les chinoises et les liégeoises, dire que les plus grandes marionnettes de théâtre d'ombres dans le monde — les géants d'Andhra Pradesh — figurines indiennes en peau de mouton, ou de buffle tannées jusqu'à la transparence, ont ouvert le Festival ; et ajouter que celles de Java et leur Gamelan de 30 musiciens l'ont clos : leur spectacle s'est achevé à l'aube. Si l'on nomme le théâtre, il faut énumérer Lo Teatre de la Carriera, le Théâtre expérimental de l'Equateur, les Comédiens émigrés, la troupe sénégalaise de Louga, etc. Si l'on se met à l'heure des conteurs, il faut nommer le Vendéen Etienne Véronneau, le Berrichon Jean-Louis Boncœur, le Provençal Jean Coutarel, les Bretons Albert Poulain et Alain Burban, les Irlandais, les Occitans...

Côté chants, le foisonnement a été du même ordre : des troubadours venus de Louqsor ont porté haut la culture populaire de l'Egypte ; d'Irak est arrivé un vieux chanteur bédouin avec son instrument du désert : le rebabba, un violon primitif tendu de peau de chèvre ; de Naples a débarqué une troupe entière de chanteurs populaires : grimés, déguisés — parfois en femmes — ils ont interprété la « Canzone de Zeza » qui appartient au rituel du Carnaval ; « Los Rupay », cinq Boliviens des hauts plateaux, ont donné, avec



une vingtaine d'instruments d'origine inca à l'appui, la dimension d'un continent brassé par les cultures successives ; le groupe espagnol l'Agrupacion de Almovadar del Campo a quitté son village de la Manche et abandonné la cueillette des olives pour venir rythmer et danser ses refrains d'amour et d'humour. Seguedillas, jotás, fandangos : cette grammaire du corps, dans sa fougue et sa passion, dans ses cris de liberté physique, dit autant contre Franco que certains discours bien argumentés. Le bourreau de Guernica n'a pas pu faire étouffer non plus les voix profondes du peuple basque : Benito Lertxundi, Xavier Lete, Lurdes Iriondu et Mikel Laboa, tous chanteurs, tous poètes et musiciens, interprétant leurs propres textes ou chantant les airs traditionnels récoltés dans toutes les provinces basques, sont là vivants, insolemment vivants et jeunes, comme autant de camouflets posthumes envoyés à la face du vieux démon fasciste. C'est peut-être à travers ces cas extrêmes que l'on comprend mieux la fonction de l'art traditionnel : résister à toutes les terreurs, à toutes les oppressions, ne céder devant aucune dictature, demeurer avec entêtement la dernière trace de la liberté et de l'identité d'un peuple.

On l'a bien vu avec les Esquimaux. Sur la côte est du Groenland, ils sont entre 1 500 et 2 000. Les voilà à Rennes : deux femmes et trois hommes parachutés à grands coups d'avions et d'hélicoptères dans une civilisation dont ils ignoraient tout la veille encore. Ils sont cinq qui se connaissent, mais ne sont pas du même village. Le professeur danois Olsen les accompagne. Il explique au public rennais : « On ne peut pas prévoir ce qu'ils vont faire devant vous ». En réalité, ils oublient très vite le public et se retrouvent entre eux pour leurs rondes, leurs joutes chantées et leurs berceuses ; dépayés, perdus au cœur de la Bretagne, ils se retrouvent chez eux... grâce à leur patrimoine.

Un festival international, c'est aussi l'occasion de rencontres uniques. On fait un tour du monde en quelques spectacles, en quelques sourires ou embrassades. On abolit les frontières et les langues. Le chant et la danse servent de passeports. Le mime Duval et Mme Machon arrivent, installent leur orgue de barbarie dans la cafeteria de la M.c. ; un tour de manivelle

et les Espagnols se mettent à danser sur un air de limonaire. Le violoneux québécois Louis « Pitou » Boudreault accorde son instrument dans un coin : un groupe d'Angevins l'assaillent aussitôt et nous voilà partis pour une gigue. C'est Babel : les Esquimaux et les Népalais battent des mains pour soutenir un jeune derviche égyptien qui tourne dans ses éclatants vêtements blancs. Le bal s'improvise. Tout le monde danse avec tout le monde dans l'éclat des rires et la chaleur fraternelle. Seuls, à l'écart, les Indiens venus de chez Indira Gandhi mènent leur petit commerce : on s'arrache les réductions de leurs marionnettes géantes.

Que retenir de ce 3^e Festival des arts traditionnels ? Que retenir qui ne paraisse banal à côté de l'espoir internationaliste qu'il a entretenu pendant 15 jours ? De qui se souvenir ? De Mme Machon chantant « La romance du 14 Juillet » au jardin du Thabor où la musique du limonaire avait remplacé le phono du manège d'enfants ? De Louis « Pitou », le vieux Québécois m'affirmant que tous les violoneux de son pays meurent « robineux » ? S'il a bu, lui, il a bien tenu le coup : il a plus de 71 ans ! Du journaliste et musicologue égyptien Soleiman Jamil dessinant sur mon bloc-notes un « kanoun », une sorte de cithare pharaonique qui fut son premier instrument ? Oui, vraiment, quel visage emporter plutôt que l'autre ? Alors que tous sont indispensables dans leur diversité, leur richesse et leur chaleur humaine. On se prend à rêver : et si la planète, un jour, était contaminée par cette fraternité rennaise où pas un ne revendiquait la supériorité de sa propre culture ?

JEAN-PAUL LIEGEOIS

* Brenda Wootton : Songe of Cornwall (Sentinel Ser 1 031).

* Chants celtés bretons : Kan na diskán, en pays vannetais (TH 704, distribué par Arfolk).

* Evska! dantzà doinvak : Musique de danse du pays basque (Philips 63 28 137).

* Jean Coutarel : Le galoubet provençal (Chant du monde LDX 74 480)

* Etienne Véronneau, barde vendéen (Production V.d.p., 17 710 Burie, VDS 180)

* Jean-Louis Boncœur : Echos du Berry (Pathé 820 118 T).

* Louis « Pitou » Boudreault, violoneux (Disques Le Tamanoire incorporé, collection Portraits du Vieux Québec).



MAMAN OU AMAZONE

La télévision appartient aux hommes. Il suffit de feuilleter les programmes, de parcourir la liste des principaux réalisateurs et journalistes pour en convenir. Des jeux aux informations, des reportages aux variétés, partout le sexe fort l'emporte. Certes, le contenu des émissions s'efforce de réparer cette injustice, de ménager la chèvre et le chou, accordant à la première sa ration de feuilletons sentimentaux, au second de matchs sportifs. Mais, la plupart du temps, on veillera à noyer le poison du sexisme, à satisfaire le maximum de gens, fût-ce au prix d'un gag intempestif, comme cette présentation de la mode de printemps destinée à égayer une interview de Jean Lecanuet. De loin en loin en outre, et à la portion congrue, les téléspectatrices ont droit à quelque nourriture plus substantielle, à raison d'« Une minute pour les femmes », par exemple. Voilà donc le bilan. De quoi vous plaignez-vous, mesdames ?

Dans un bel élan de générosité, une équipe exclusivement virile de T.f.1, est partie le 11 mars à la recherche de la femme au foyer. Elle l'a rencontrée en la personne de Claude Leroux, ancienne journaliste, mère de quatre enfants, qui vit dans une vieille demeure, au cœur d'un village idyllique. Impossible d'en douter, c'est une privilégiée. Cela n'enlève rien à son charme ni à son honnêteté, mais l'entraîne parfois à des excès d'optimisme. D'emblée, elle affirme que toutes les femmes peuvent, comme elle, choisir de rester au foyer. Gageons qu'une bonne partie des téléspectatrices aura sursauté en entendant cette déclaration. Si peu que rapporte le travail, et Claude Leroux a fort justement dénoncé les fausses économies et les vraies dépenses qu'entraîne le double salaire, il n'en constitue pas moins un appoint indispensable, surtout chez les classes défavorisées. Ce ne sont pas les « smicardes », mais les cadres qui renoncent à leurs « devoirs » de maîtresse de maison pour se payer les sports d'hiver ou un manteau de fourrure, et le mythe du « job libérateur » ne compte guère d'adeptes chez les O.s. Peut-être est-ce à cause de cette

gaffe initiale que l'excellente avocate ne réussit à gagner que cinq points, ralliant en fin d'émission 47 % de l'auditoire en faveur des fées du logis. Mais rendons lui hommage d'avoir, en cours de route, fait œuvre utile, tant en rectifiant quelques erreurs tenaces qu'en indiquant des débuts de solution. Oui, Claude Leroux à raison de s'élever contre ceux qui divisent les femmes en deux camps : ménagères abruties ou brillantes professionnelles. Oui, nous applaudissons lorsqu'elle célèbre la fierté de réussir une blanquette de veau, ou revendique le droit de gérer le budget familial. Oui, elle parle d'or lorsqu'elle condamne l'obligation de redoubler de féminité, fût-ce en trichant avec soi-même, pour se tailler une place dans l'univers des hommes. Maintenant, elle ne se teint plus les cheveux, elle s'habille à sa guise, elle sourit ou grogne selon l'humeur du moment, elle s'épanouit en pleine vérité. « Un épanouissement qui plane au ras des casseroles », diront les méchantes langues. « Pas nécessairement », ripostera Claude Leroux en invitant ses semblables à participer davantage aux activités de la cité. Entre la dame d'œuvre et la militante politique, le pas est vite franchi pour qui se soucie de son prochain.

Comment ne pas être ébranlé par de tels arguments ? Et plus encore par les images d'enfants heureux pendus au cou de leur mère, tandis que d'autres écoliers, interrogés par leur professeur, soupirent : « Ce n'est pas drôle, maman n'est jamais là ! », et que le Dr Dolto insiste sur l'importance cruciale de la présence maternelle durant le premier âge ? Tous cils dehors, Françoise Giroud vient nous avouer que ses propres ambitions volent plus haut. Nous n'en doutons pas, mais un tel exemple n'est pas à la portée de tout le monde. La plus sérieuse contradiction émane d'une autre mère au foyer, prisonnière de son H.I.M. et de ses tâches domestiques. Elle ne se plaint pas, elle a choisi son sort, mais elle souhaiterait dénicher, un jour, quelque emploi partiel qui lui permettrait de gâter un peu les siens et de sortir de ses quatre murs. « Faites de la



gymnastique », lui conseille Claude Leroux, ce qui nous paraît un tantinet frivole.

Alors, quelle solution proposer ? Quelle voie suivre pour atteindre un parfait équilibre entre la maison et la carrière ? Comment gagner sur les deux tableaux ? « N'y comptez pas, nous avertit Claude Leroux. Quoi que vous décidiez, vous vous sentirez toujours coupable, car la réussite sur un plan implique des sacrifices sur l'autre ». Encore s'agit-il de pouvoir choisir librement les sacrifices en question et c'est là que le bât blesse, ou que « l'intox » fausse le jeu. Tour à tour, selon les besoins du marché, les caprices de la conjoncture, la courbe démographique, les media poussent les femmes vers le travail ou les retiennent au logis. Hier, celles qui boudaient l'usine ou le bureau faisaient figure de « arriérées ». Aujourd'hui, celles qui aspirent à une situation, exigent le même salaire que les hommes, se battent pour l'égalité des chances, ces amazones essuient une grêle d'avertissements : « Attention, vous trahissez votre vocation originelle. Vous le regretterez ». Faute de libérer les femmes, le système leur offre en alternance diverses formes de culpabilité. Mais, demain, elles ne marcheront plus. Elles s'arrêteront pour réfléchir, pour s'interroger, pour ruer dans les brancards. Et ce jour-là, lorsque la télévision leur demandera : « Que voulez-vous être ? », elles répondront, enfin, en toute liberté.

GABRIELLE ROLIN

EMBARQUEZ-VOUS AVEC MISO ET MASO

Le droit de réponse à la télévision n'existe pas dans les faits. Quatre femmes, ulcérées par une émission d'Antenne 2, ont trouvé un moyen de faire connaître leur indignation : grâce à la vidéo. L'émission incriminée : « Encore un jour et l'année de la femme, ouf !, c'est fini ». Une émission gaie et drôle — paraît-il — de Bernard Pivot, qui était passée, comme il se doit, le 30 décembre de l'année dernière.

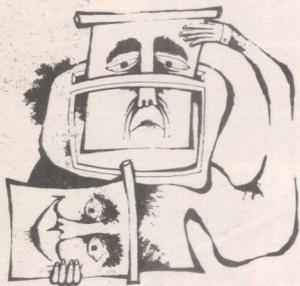
En reprenant très simplement le film de l'émission et en l'entrecoupant de quelques panneaux porteurs d'un commentaire acide et plein d'humour, ces quatre téléspectatrices-réalisatrices ont transformé ce qui se voulait être une badinerie plaisante en un réquisitoire mordant contre la misogynie et contre l'existence d'un secrétariat à la Condition féminine. Et voilà « Miso et Maso vont en bateau » lancé dans le circuit de la diffusion, à l'affiche du cinéma l'Olympic-Entrepôt dans le 14^e arrondissement à Paris.

Des énormités, toutes les personnalités invitées par Bernard Pivot en disent, avec un prix d'excellence — il faut bien le reconnaître — à Françoise Giroud. Une toute petite perle parmi tant d'autres à la question « Comment expliquez-vous que tous les grands chefs cuisiniers soient des hommes ? », Françoise Giroud répond : « Les conditions dans lesquelles on fait la cuisine quand on est un grand chef dans un grand restaurant sont presque intolérables pour une femme » (sic). En deux réflexions, le montage vidéo a vite fait d'évoquer les quelque deux milliards de femmes à travers le monde qui font la cuisine deux fois par jour, 365 jours par an, sans aide-cuisinier, souvent sans matériel approprié et toujours sans salaire, sans congés payés et sans considération.

Carole, Ioana, Delphine et Nadja, quatre réalisatrices qui se veulent des femmes comme les autres, mais ne le sont pas tout à fait. L'une d'entre elles s'appelle Seyrig et il est à parier que la réputation de l'actrice ne sera pas indifférente à la diffusion plus large de ces 55 minutes de vidéo. Ce n'est certainement pas la cause des femmes qui pourra y perdre.

C. C.

Au risque de vous plaire



Télévision

VENDREDI 19 MARS

Tribune libre : le club de Jacques Delors (19 h 40, F.r. 3).

Une enquête sur le « service », les prix, etc. au magazine Vendredi : « Petit et grand commerce » (20 h 30, F.r.3).

Aux dossiers noirs, la 2e partie de « La sécession du Katanga » (21 h 25, F.r.3).

Le couple Claudia Cardinale-Belmondo dans le délicat film de Bolognini « La Viaccia » (22 h 35, A 2).

SAMEDI 20

Un essai très attendu de Jean-Christophe Averty : « Un mouchoir de nuages » de Tristan Tzara (20 h 30, F.r.3).

Histoire d'une passion : « De Grey », adapté par Claude Chabrol d'Henry James (21 h 30, T.f. 1).

DIMANCHE 21

La dernière de l'excellente série sur l'audiovisuel, Hiéroglyphes (20 h 30, F.r.3) et également l'émission d'adieu du Masque et la plume (21 h 25, F.r.3).

LUNDI 22

Tribune libre : le philosophe Jean Fourastié (19 h 40, F.r.3).

Un débat sur les progrès de l'intelligence, à la suite de « Charly », un film de science-fiction de Richard Nelson (20 h 30, T.f. 1).

Un reportage suisse (plusieurs fois primé) sur la famine au Bengale, « La mort en silence » (21 h 45, A 2).

MARDI 23

Tribune libre : la Ligue du droit des femmes (19 h 40, F.r.3).

A l'émission Questionnaire : « Le malaise des cadres » (22 h 30, T.f. 1).

MERCREDI 24

Allocution du président de la République (20 h, T.f. 1 et A 2, puis 22 h, F.r.3).

La médicale de Barrère et Lalou : « La médecine pénitentiaire », 2e partie (22 h 15, T.f. 1).

JEUDI 25

« Sept jours en mai », un film de John Frankenheimer : un complot des militaires et de l'extrême droite pour s'emparer du pouvoir aux Etats-Unis... (20 h 30, F.r.3).

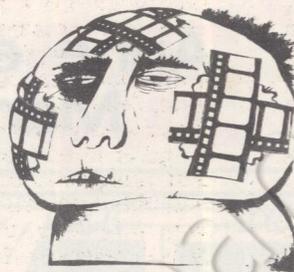
Au Grand échiquier, autour du violoncelliste Frédéric Lodéon, les jeunes créateurs, Lluís Llach, Emmanuel Krivine, etc. (20 h 30, A 2).

Spécial Événement : reportage sur le sous-marin nucléaire « le Redoutable » (20 h 30, F.r.3).

*La téléthèque de Chaillot.

Sur le grand écran de l'Eidophor, une anthologie de la télévision française. On pourra revoir ainsi « Léon Blum ou la fidélité » de Claude Fayard (ce vendredi, 16 h 40), « Pa-

blo Neruda l'indivisible » de Romero (samedi, 14 h 55) et « La libération de Paris » de Robrini (16 h 10), « Kennedy » de François-Raoul Duval (mercredi, 15 h 40), « La Chine 1971 » de Volker (jeudi, 16 h 35), « Le malentendu du design » de Bersozza et Otzenberger (26 mars, 15 h 55) et la 1re partie de « Cuba : l'art et la révolution » de Gérard Pignol (17 heures), « Malraux - Viva la muerte » de Santelli (27 mars, 15 h 10) et la 2e partie de « Cuba » (17 heures), « Spécial Chili » de Jacques Ségui (31 mars, 16 h 10)... L'entrée est gratuite.



Cinéma

*Ali Ghallem : L'autre France.

Encore inédit, le film de Ghallem sur les immigrés (ce vendredi soir, 21 heures, M.j.c. de Cressely-Magny-les-Hameaux) fait partie d'une semaine Immigration organisée par le Mrap, qui se continuera samedi avec « La fête chez Ben Ali » par le Théâtre de l'Araignée (15 heures à Elancourt), « Sidi Monsieur », par l'Action théâtrale arabe, et un groupe folklorique portugais (21 heures à Guyancourt), enfin diman-

che avec un festival multinational et un souk à Elancourt (renseignements : 062.82.81).

*Festival Carl Dreyer à l'Olympia.

La reprise (rare) des chefs-d'œuvre de l'auteur de « La Passion de Jeanne d'Arc », plus 6 inédits du nouveau cinéma danois.

* Robert Fuest : Les décimales du futur.

N'importe quoi ficelé (très lâche) par l'auteur de « Dr Phibes ». Le plus bel échec de la sophistication abusive depuis « Modesty Blaise ».

*Enfance et famille.

Sur une lutte locale exemplaire, au centre Clavel à Paris (voir notre avant-dernier numéro) un film réalisé par le collectif Liaisons directes et par les travailleuses elles-mêmes, projeté sur place (6 rue Clavel, 19e) les mardis 16 et 23 à 20 h 30.

*Serguei Mikaelian : La prime.

Sur un sujet pourtant sévère (voir le n° 195 de « l'Unité »), un film soviétique constamment passionnant où passe l'ombre du Hitchcock de « La corde ».

*Sydney Pollack : On achève bien les chevaux.

Désespoirs américains après la Grande Dépression — la reprise du mois.

*John Landis : Schlock.

Des clins d'œil très appuyés aux classiques du cinéma fantastique et le maniement intellectualisé de ses thèmes ne peuvent faire oublier l'amateurisme abusif de ce canular d'étudiants pas même tellement doués.

*Stanley Donen : Les aventuriers du « Lucky Lady ».

Sans génie, sans excès de personnalité, une comédie d'aventures bien enlevée, mais qui déçoit sous la signature d'un Donen qui a l'air d'assez mal vieillir.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER

41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné

demeurant

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- pour six mois (75 F)
— pour 1 an (130 F)

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source

Date

Signature

L'Unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF

Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION

Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION

Véronique Neiertz

DESSINS

Jean-Pierre Coureuil, Barrigüe, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS

Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION

Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi)
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

A LIRE CE PRINTEMPS

Anne et Claude Manceron

« Joë Bousquet, sa vie, son œuvre », de René Nelli (Albin Michel) ;
« Lettres à Stéphane et à Jean »,
de Joë Bousquet (Albin Michel).

Le 27 mai 1918, à Vailly, dans l'Aisne, le lieutenant Joë Bousquet est grièvement blessé à la colonne vertébrale (en face, un lieutenant allemand s'appelait Max Ernst). « Il a voulu mourir pour une jeune femme de Béziers », dit René Nelli. A partir de cette minute, Bousquet sera paralysé de la taille aux pieds. Il restera le plus souvent allongé, rue de Verdun, à Carcassonne, dans sa chambre close, jusqu'à sa mort en 1950. Trente-deux ans de vie de reclus, où « rien ne distingue le rêve de la veille », selon Xavier Bordès, dans la préface de « Mystique » (dernières notes de Joë Bousquet, publiées chez Gallimard). Ayant surmonté la tentation du suicide, il va essayer tout simplement de vivre. Et la vie, pour lui, c'est l'amitié, c'est l'amour, c'est l'écriture.

L'amitié. Sa chambre sera le rendez-vous d'écrivains qui vivent dans la région : Claude Estève, Ferdinand Alquié, René Nelli, le poète François-Paul Alibert, Gide, Paul et Gala Eluard, Valéry, Jean Paulhan, Jean Mistler, Henry de Monfreid, et naturellement Max Ernst, hanteront aussi sa chambre. La guerre de 40 et l'occupation allemande vont faire défiler à Carcassonne une grande partie des écrivains et des peintres hostiles au régime de Vichy : Aragon et Elsa Triolet, Hans Bellmer, Julien Benda et Jean Cassou, entre autres. Bousquet finira par être dénoncé dans « Je suis partout ». Mais la police n'osera pas l'inquiéter.

L'amour. Joë Bousquet sera discret sur ce chapitre. Et René Nelli ne raconte rien de plus que ce que Bousquet a bien voulu dire. Alors, laissons-le à sa discrétion. Simple-ment, le poète aura toujours de nombreuses amies : il avait besoin d'aimer. Il suffit de lire les « Lettres à Poisson d'Or » pour se rendre compte de la passion qui couvait chez Bousquet.

Et puis, bien sûr, l'écriture, sa grande aventure, la seule que cet immobile ait pu mener jusqu'au bout. Poète « surréaliste », il ne re-

nonce pas à une certaine clarté (d'ailleurs, sa poésie se nourrit aux sources provinciales). « La tisane de sarments » peut être considérée comme le premier « nouveau roman ».

Pour qui ne connaît pas Joë Bousquet, le livre de René Nelli est une excellente introduction au monde du grand poète, malgré une petite réserve : une trop grande part est donnée, à l'étude de l'œuvre par rapport à la biographie proprement dite (qui n'a que cent pages). Quelquefois, ce n'est plus Bousquet, mais Nelli lui-même, que nous trouvons dans ces pages ; le biographe semble avoir magnifié plutôt le Bousquet philosophe de l'irrationnel que le poète. Mais c'est le livre d'un ami, d'où une chaleur communicative.

Les « Lettres à Stéphane et à Jean », par contre, permettent d'appréhender le Joë Bousquet intime, le Bousquet aimant, le Bousquet souffrant derrière son masque de courage. A Stéphane, l'épouse de Jean Mistler, il écrit en avril 1934 : « Mais c'est avec le souvenir d'une femme comme vous que je prends horreur de l'homme que je suis. Faiblesse capitale, et si naturelle, convenez-en ! Je m'interdis souvent de vous écrire. Non pas par ascétisme. Mais par pitié pour l'ombre en peine que je suis dans le cœur des autres ». Cri bref, mais cri poignant. Il ira même jusqu'à lui écrire en octobre 1939, après avoir cru qu'il allait mourir, et en évoquant son propre enterrement : « Bref, vous étiez bonne pour un enterrement, et vous y seriez allée sans moi, car vous savez, on se barre, c'est sûr, je veux dire, on s'en va, on s'en va même longtemps avant, c'est la deuxième fois que je sens cela — on s'en va à la fois de partout et on n'arrive nulle part ». Mais il trouvera aussi des mots pour consoler son amie d'une tristesse cachée : « Penser aux êtres afin de mieux les voir, les révé-

ler à eux-mêmes, leur révéler en eux des trésors cachés, est-il des ambitions plus hautes ? Chaque individu a sa vie pour enchanter son être. C'est quand toute vie semble en péril que ces vérités sont à dire ».

Là tient sans doute la grandeur de Joë Bousquet : lui, le « blessé » dans sa chair par excellence, et si visiblement, saura le mieux évoquer la blessure cachée des autres ; tous les hommes sont blessés comme lui.

« Nous ne sommes séparés du monde que parce que nous le sommes de nous-mêmes ; une blessure n'est que cette séparation, et c'est parce que nous sommes blessés que nous ne pouvons aimer qu'en blessant ».

« Défense des droits de la femme », de Mary Wollstonecraft (texte présenté par Marie-Françoise Cachin, n° 273 de la Petite bibliothèque Payot).

« Encore une ! »... vont s'écrier nos bons camarades sexistes — car Dieu sait qu'ils ne sont pas tous à droite ! — dont la falote et tiédasse année de la femme a visiblement suffi à épuiser la patience.

Nuance, amis. Il faut dire : « Déjà une ! » Mary Wollstonecraft (1759-1797) est une des premières femmes de la liberté : son texte étincelant n'a rien perdu de sa modernité. Or, il fut publié à Londres, en 1792, alors que la Révolution française détrônait le roi... et que les hommes éliminaient la Convention, comme du reste toutes les autres assemblées. Les femmes de notre Révolution, étroitement mêlées cependant à la vie des sections et des clubs, n'ont jamais eu accès à l'égalité civique — et Mme Roland ne votait pas plus que sa boulangère. Il y aurait toute une étude à faire du mépris naïf, si fondamentalement latin, de la

femme par les grands révolutionnaires, pendant toute une époque qui a débouché sur le règne de Napoléon, l'un des plus fiéffés misogynes de l'Histoire, à l'action la plus durable : demandez à celles qui se heurtent encore, ici ou là, aux barbelés de son fameux code.

Les Anglaises n'étaient pas mieux loties. Au moins leur pays ne prétendait-il pas bouleverser l'ordre des choses. Contre cet ordre, qui ravalait la femme au rôle d'objet balloté entre la cuisine, le berceau et l'église, Mary Wollstonecraft s'est battue dès sa jeunesse, avec les ongles et les dents, et surtout avec la seule arme qu'on laissait prendre aux femmes : la plume.

Ne lisez pas ce livre comme une pièce de musée. C'est un manifeste valable pour la révolution de ces jours-ci, demain, après-demain. « La critique (de Mary Wollstonecraft) est admirable. Elle fait ressortir dans toutes leurs vérités les maux provenant de l'organisation actuelle de la famille ; et la force de sa logique laisse les contradicteurs sans réplique. Elle sape hardiment cette foule de préjugés dont le monde est enveloppé ; elle veut, pour les deux sexes, l'égalité des droits civils et politiques, leur égale admission aux emplois, l'éducation professionnelle pour tous et le divorce à la volonté des parties. Hors de ces bases, dit-elle, toute organisation sociale qui promettra le bonheur public mentira à ses promesses » — et cela, c'est écrit par Flora Tristan, la grande pionnière, au XIX^e siècle, du féminisme et de l'Internationale ouvrière. Ainsi s'est faite la chaîne des combattantes pour la justice, de 1792 à notre temps.

FRANÇOIS
MITTERRAND
REPRENDRA
LA SEMAINE
PROCHAINE
SA CHRONIQUE
« MA PART
DE VERITE »